

MESURES PRISES PAR L'ETAT POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Aux autres acteurs de s'engager dans ce sens

Les dernières performances agricoles ont conforté l'option prise par les pouvoirs publics pour revigorer ce secteur, et assurer, par la même, une sécurité alimentaire. Aussi, l'année qui vient de s'achever a été distinguée par une batterie de mesures incitatives, initiées par l'Etat en faveur des agriculteurs afin d'optimiser davantage la production nationale. P 3



BANQUE DE DÉVELOPPEMENT
LOCAL

**Ouverture de six
nouvelles agences en
2023**



La Banque de développement local (BDL) poursuit ses efforts pour l'élargissement de son réseau. Après avoir réussi à l'ouverture de 6 nouvelles agences en 2023, de nouvelles agences seront également ouvertes à travers le pays au courant de 2024, indique la BDL dans un communiqué rendu public hier mardi.

P 2

MARCHÉ DES ASSURANCES
À FIN SEPTEMBRE 2023

**124,2 milliards de DA
de chiffre d'affaires**

Le marché algérien des assurances cumule, à la fin de septembre 2023, toutes activités confondues, 124,2 milliards de DA, de primes émises, marquant, ainsi une évolution de 1,8%, par rapport à la même période de 2022. Selon une Note conjoncture du Conseil National des Assurances (CNA) du troisième trimestre de 2023 et prévisions de clôture de l'exercice 2023, les réalisations des sociétés d'Assurance de Dommages s'accaparent une part de 85% du portefeuille global, totalisant un chiffre d'affaires de 105,6% de DA.

P 5

2023/INVESTISSEMENT
**Plusieurs réformes
concrétisées pour
relancer le secteur
industriel**

Plusieurs réformes, décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur industriel et rendre disponible le foncier, ont été concrétisées en 2023, dans le cadre d'une dynamique amorcée depuis quatre ans, laquelle devrait se consolider au cours de la nouvelle année qui commence, à la faveur des dispositions de la loi de finances 2024.

P 3

ESTIMÉE À 2,2 MILLIONS DE BARILS/JOUR

**L'Opep+ a commencé
à réduire la production
du pétrole** P 4

ASSURANCE AUTOMOBILE/PLATEFORME
E-RECOURS

**Plus de 634 000
réclamations traitées
depuis 2022** P 5

ZONE EURO

**Faiblesse persistante
des flux de crédit
au secteur privé** P 16

COMMUNE D'ES-SENIA
(ORAN)
**243 millions DA
pour
l'aménagement
urbain**

La commune d'Es-Senia, au sud d'Oran, a bénéficié durant l'année 2023 d'une enveloppe financière de 243 millions DA pour la prise en charge de projets d'aménagement urbain, a-t-on appris, lundi, du président de l'Assemblée populaire communale, Chala Djamel. M. Chala a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette enveloppe financière, un montage financier entre le Budget communal, le Fonds d'aide au développement social et économique et la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), concerne le financement de la réalisation de 19 projets d'aménagement urbain au niveau du centre communale, de même que des groupements d'habitat qui lui sont rattachés. Selon le même responsable, la commune a alloué près de 156 millions DA de son budget pour la concrétisation de 15 projets, portant sur des travaux d'aménagement, de réhabilitation des routes et des trottoirs, d'éclairage public, ainsi que le réaménagement d'un ensemble de ronds-points, en plus de la réhabilitation du cimetière de Sidi Boumediene, situé au centre ville. Les travaux de 10 projets parmi les 15 ont été achevés, tandis que l'état d'avancement des travaux des cinq projets restants varie entre 40 et 90 %, sachant que la livraison de l'ensemble des travaux est attendue durant le premier trimestre de l'année 2024, a-t-on expliqué.

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Ouverture de six nouvelles agences en 2023

La Banque de développement local (BDL) poursuit ses efforts pour l'élargissement de son réseau. Après avoir réussi à l'ouverture de 6 nouvelles agences en 2023, de nouvelles agences seront également ouvertes à travers le pays au courant de 2024, indique la BDL dans un communiqué rendu public hier mardi.

Par S R.

«Le réseau de la Banque de développement local (BDL) s'est doté en 2023 de six (6) nouvelles agences commerciales dans les wilayas de M'Sila, Bordj Bou Arreridj, Jijel, Alger et Djelfa, pour se rapprocher davantage de ses clients», souligne-t-elle. L'ouverture de ces nouvelles agences commerciales s'inscrit dans le cadre de la démarche de la banque visant à « fournir des services de proximité de qualité pour se rapprocher davantage de ses clients et gagner leur confiance à travers la facilitation des transactions commerciales conformé-

ment aux instructions des pouvoirs publics en faveur de la relance économique et de l'inclusion financière », a précisé la même source, assurant que cette dynamique se poursuivra en 2024 avec l'ouverture d'autres agences. Les agences commerciales de la BDL offrent des prestations et produits bancaires classiques et islamiques destinés aux différentes catégories (particuliers, professionnels et entreprises), tout en assurant des services en ligne. La banque avait également lancé en 2023 une plateforme numérique gratuite dédiée à l'examen, à la gestion et au suivi des crédits, permettant le traitement en ligne des dossiers de crédits, avec la possibilité pour le demandeur de suivre

l'avancement de son dossier grâce à un code attribué par la banque. Une démarche qui participe des « efforts visant à soutenir les investisseurs et à accompagner leurs projets ». Selon la même source, 314 milliards de DA de crédits ont été accordés durant le premier semestre de 2023, soit une hausse de près de 36% par rapport à la même période de 2022, la BDL ayant approuvé plusieurs projets de PME, qui contribueront au financement de l'économie nationale. La banque a, par ailleurs, affiché sa disposition à financer également les micro-entreprises et les start-up et à accompagner les projets de jeunes dans le cadre des différents dispositifs d'appui à l'entrepreneuriat.

AIRES MARINES CÔTIÈRES PROTÉGÉES (AMCP)
Vers l'élaboration des schémas directeurs
et des plans de gestion

Le ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables (MEER) a accueilli le 21 décembre 2023 un atelier axé sur l'analyse du contexte institutionnel et Aires Marines Côtières Protégées (AMCP) en Algérie. Organisé par le projet "Protection de l'environnement et de la biodiversité du littoral algérien « PEBLA », cet événement visait principalement à faciliter la mise en place d'unités opérationnelles pour une gestion efficiente des AMCP en Algérie, indique «Giz Algérie» dans un communiqué

posté sur son compte officiel LinkedIn. Réunissant 45 participants, comprenant des cadres du MEER, des directeurs de l'environnement, des gestionnaires des parcs nationaux, des représentants de la Direction Générale des Forêts entre autres. Parmi les points soulevés au cours de cet atelier, l'analyse approfondie des conditions et modalités actuelles de gestion des aires protégées, avec un accent particulier sur les AMCP. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a enrichi les dé-

bats en présentant le programme de développement des capacités de la Liste Verte. Dans cette optique, le projet PEBLA, en collaboration avec l'UICN, est en train de finaliser un guide méthodologique sur les lignes directrices pour l'élaboration des schémas directeurs et des plans de gestion. Ce document vise à réformer et à mettre en œuvre le processus de planification de la gestion des AMCP en Algérie conformément aux normes de la Liste Verte. Il offre une approche complète de la gestion des AMCP en Algérie,

se déclinant en deux parties, la première se concentre sur une ligne directrice méthodologique et technique pour la conception des schémas directeurs et des plans de gestion des AMCP en Algérie. La deuxième partie, examine en détail le standard de l'UICN sur la Liste Verte des Aires Protégées Côtières, basé sur quatre composantes essentielles : bonne gouvernance, conception et planification robustes, gestion efficace, et résultats de conservation effectifs.

R E.

INCENDIE À L'UNITÉ DE STOCKAGE DE LAIT DE BOURGUIGA (TIPASA)

Poursuite des opérations d'extinction pour le 2^e jour consécutif

Les opérations d'extinction de l'incendie, qui s'est déclaré dimanche matin dans l'unité de stockage du lait en poudre dans la commune de Bourguiga (Tipasa), se poursuivent pour le deuxième jour consécutif, sans enregistrer de pertes humaines, indiquent les services de la Protection civile. Le directeur de wilaya de la Protection civile, le lieutenant-colonel, Kouas Brahim, a indiqué à l'APS qu'en plus des moyens consacrés par la direction de la protection civile, les autorités de la wilaya ont mobilisé des moyens importants

pour maîtriser les feux et empêcher leur propagation vers les zones avoisinantes de cette unité relevant de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL). Les services de la protection civile ont déployé toutes leurs unités opérationnelles dans la wilaya, comprenant 24 camions de pompiers, une grande échelle et deux ambulances, appuyées par des éléments de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention d'El-Hamiz (Alger). Le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik

Boucetta, s'est rendu sur place en compagnie des autorités militaires et sécuritaires. D'après la même source, la wilaya a mis en place une cellule de crise dirigée par le directeur de wilaya de la protection civile, le lieutenant-colonel Kouas Brahim, pour suivre le déroulement des opérations d'extinction, coordonner les efforts et fournir les ressources nécessaires pour contrôler l'incendie. Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Larbi Merzoug, s'était rendu dimanche en compagnie du wali sur les

lieux de l'incendie qui s'est déclaré au niveau de l'unité de stockage (20.000 m2) qui contient 8.000 tonnes de lait en poudre. Les éléments de la protection civile ont réussi à récupérer de grandes quantités de cette matière et à les transférer vers d'autres sites de stockage, précise la même source. L'origine de cet incendie reste "inconnue" en attendant les résultats des investigations, affirment les services de la wilaya, ajoutant que l'opération de recensement et d'évaluation des dommages est en cours.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

MESURES PRISES PAR L'ETAT POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Aux autres acteurs de s'engager dans ce sens

Les dernières performances agricoles, ont conforté l'option prise par les pouvoirs publics pour revigorer ce secteur, et assurer par là même une sécurité alimentaire. Aussi, l'année qui vient de s'achever a été distinguée par une batterie de mesures incitatives, initiées par l'Etat en faveur des agriculteurs afin d'optimiser davantage la production nationale.

Par Reda Hadi

Si 2023, a été considérée, bonne dans son ensemble, les pouvoirs publics assurent que cela est du principalement, à l'approvisionnement gratuit des céréaliculteurs en semences, à l'augmentation du taux de subvention des engrais à 50%, aux aides à la réalisation de puits et d'installation des systèmes d'irrigation d'appoint à hauteur de 60%. L'appui renforcé des pouvoirs publics au monde agricole a pris de multiples formes, permettant à l'Algérie de réaliser des rendements assez appréciables, en dépit du stress hydrique et de la hausse des prix des intrants à l'international. Le Président de la République qui a fait du développement des filières stratégiques son cheval de bataille, à leur tête la céréaliculture, a insisté, dans plusieurs occasions, sur l'optimisation des surfaces consacrées à la culture de blé (dur et tendre) et d'orge pour les porter à 3 millions d'hectares



ainsi que l'accroissement des rendements à l'hectare. Pourtant ces aides, tout aussi salutaires et bienveillantes, suscitent chez nos économes une certaine "polémique", quant à l'utilisation de ces aides, qui selon eux dévalorise un tant soi peu la valeur "travail". En effet, selon Mr Radja Ahmed, ingénieur en agronomie et consultant à la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies), estime que maintenant la balle est dans le camp des agriculteurs, car l

'Etat ne doit pas se substituer à leur travail. Pour lui, ces aides ne doivent pas être une cause à de l'assistanat, car l'agriculture peut produire plus aux égards de ces aides. Pour lui c'est la valeur travail qui permettra de mieux produire. Et ce d'autant plus que si l'Etat consenti autant d'efforts, c'est aux agriculteurs de retrousser les manches, et savoir saisir les opportunités qui leur ont été accordées. Or la valeur travail, ne peut être effective, que par l'utilité (sociale, personnelle), la qualité du travail fourni, la

professionnalisation, et compter sur soi. Et ce n'est qu'à ce titre, que nos objectifs pour la sécurité alimentaire seront atteints. Dans cette perspective, l'Etat a augmenté d'environ 30% le prix d'achat des céréales auprès des céréaliculteurs par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) pour les encourager à investir plus dans cette filière. Ces mesures incitatives ont porté leurs fruits notamment dans certaines wilayas du Sud où des rendements moyens à l'hectare ont atteint 50 à 60 quintaux. Outre l'accroissement de la production, l'Etat a œuvré à sécuriser les stocks stratégiques du pays en renforçant les capacités de stockage à travers la réalisation de grands et moyens silos supplémentaires. Pour l'expert, l'Etat est dans son rôle régalien, et a joué sa partition, reste maintenant aux acteurs de cette filière de jouer la leur, loin de tout esprit de mercantilisme et avec professionnalisme.

AGRICULTURE EN 2023 Relance officielle du Barrage vert

Parmi les principaux faits marquants de 2023, figure également la relance du projet du barrage vert dont le coup d'envoi a été donné par le président de la République à partir de la wilaya de Djelfa. Au-delà de l'importance écologique de cet ouvrage forestier qui consiste à protéger les régions du Nord de l'érosion et de l'ensablement provoqués par les tempêtes de sable, le barrage vert, revêt un intérêt socio-économique et sa relance, dans le cadre d'une stratégie renouvelée, contribue davantage à la prospérité des populations vivant dans ses espaces, et dont le nombre est estimé à plus de 12 millions d'habitants. L'installation de la Commission nationale de supervision du recensement général de l'agriculture figure, en outre, parmi les principales réalisations ayant marqué l'année. Des outils technologiques et numériques de pointe ont été déployés à cet effet, permettant à l'Algérie d'élaborer des programmes de développement fondés sur des données fiables. Globalement, l'agriculture a enregistré un bond significatif au cours des quatre dernières années avec une production nationale couvrant 75% des besoins du marché national. Le secteur a ainsi réussi à surmonter les contraintes liées aux conditions géostratégiques, climatiques et sanitaires, en assurant la sécurité alimentaire du pays. D'ailleurs, les rapports internationaux de 2023 l'attestent, dont celui des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publié le 17 octobre dernier, qui a classé l'Algérie en première position aux niveaux arabe et africain en termes de capacité de garantir la sécurité alimentaire. Un constat positif corroboré par le Forum économique international (DAVOS) qui positionne l'Algérie parmi les pays pionniers aux niveaux régional et international qui ont parvenu à réaliser la sécurité alimentaire en s'appuyant sur la production locale malgré le manque de pluviométrie. R E.

2023/INVESTISSEMENT

Plusieurs réformes concrétisées pour relancer le secteur industriel

Plusieurs réformes, décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur industriel et rendre disponible le foncier, ont été concrétisées en 2023, dans le cadre d'une dynamique amorcée depuis quatre ans, laquelle devrait se consolider au cours de la nouvelle année qui commence, à la faveur des dispositions de la loi de finances 2024. L'exécution de ces réformes économiques a été entamée en 2020 à travers différentes mesures dont la mise en place de l'institution du Médiateur de la République, qui a permis la levée des obstacles sur près de 900 entreprises. Elle a été suivie de l'organisation de la Conférence nationale sur la relance industrielle en 2021, qui a été alors une occasion pour le Président Tebboune de donner le coup d'envoi d'une véritable "révolution industrielle", afin d'augmenter sensiblement la contribution de l'industrie à l'économie nationale. Depuis, une batterie de mesures a été mise en œuvre pour concrétiser les différentes réformes, à

commencer par la révision du cadre législatif régissant l'investissement, en arrivant à rendre disponible le foncier. Ainsi, 4.173 terrains inexploités, représentant une superficie de 1.530 ha ont été récupérés dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier industriel concédé. La direction générale du domaine national a entrepris la mise en place d'un ensemble de procédures et de dispositions en vue d'organiser et de moderniser le système foncier national. Parmi les mesures appliquées dans ce contexte, la poursuite de la mise en œuvre du programme de réalisation de nouvelles zones industrielles, dont 32 nouvelles zones industrielles, inscrites à l'indicatif des walis. Un an après son entrée en activité, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré plus de 4000 projets déclarés. Le secteur industriel arrive en tête avec 2060 projets, soit 50% du total des projets enregistrés au niveau de cette agence, pour une valeur dépassant les 1500 milliards de DA, à même de créer

plus de 62000 emplois Parallèlement à ces mesures et réalisations, il fallait adapter le cadre législatif relatif à l'octroi du foncier à cette vaste réforme, consolidée en 2023. C'est ainsi que l'année qui vient de s'achever a vu l'élaboration de la loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement. Selon cette nouvelle loi, l'AAPI est chargée, à travers son guichet unique, de statuer, en concertation avec les secteurs concernés, sur l'orientation des disponibilités foncières en vue de leur aménagement, gérer et promouvoir le portefeuille foncier économique de l'Etat aux fins de sa mise en concession, avec l'obligation de mettre à la disposition des investisseurs toutes les informations relatives aux disponibilités immobilières, à travers la plate-forme numérique de l'investisseur. Avec l'adoption de cette loi, le Président de la République a assuré que le problème du foncier, qui constituait une entrave sérieuse pour les por-

teurs de projets, a été "définitivement réglé". Des instructions ont été alors données par le Président Tebboune pour d'avantages de facilitations dans l'octroi du foncier économique "loin de toutes les complications administratives et bureaucratiques, l'objectif étant de lutter contre la corruption et de faciliter les missions des opérateurs économiques". Pour 2024, le Président de la République s'est engagé pour que la nouvelle année voit la poursuite de la consolidation de la production nationale et de l'investissement local, dans le cadre de la continuité des mesures prises ces 4 dernières années. La loi de finances 2024 est venue confirmer cette approche avec plusieurs mesures au profit de l'investissement. La suppression de la Taxe sur l'activité professionnelle (TAP), par la LF2024, à titre d'exemple, intervient en réponse aux demandes formulées par les opérateurs économiques depuis vingt ans, et devrait booster davantage la production nationale.

R E.

STIMULÉ PAR LES
ATTENTES D'UN
ASSOUPPLISSEMENT DE
LA POLITIQUE
MONÉTAIRE DE LA FED

L'or commence
l'année 2024 en
hausse

Le prix de l'or a augmenté mardi, stimulé par les attentes d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine en 2024, alors que les investisseurs attendent avec impatience une série de données économiques cette semaine qui pourraient apporter plus de lumière sur le calendrier des réductions de taux.

L'or au comptant a gagné 13 % en 2023, sa première hausse annuelle depuis 2020. Mardi, il était en hausse de 0,6 % à 2 074,40 \$ l'once à 1025 GMT. Les contrats à terme sur l'or américain ont également augmenté de 0,6 %, à 2 084,00 \$ l'once.

«Les marchés commencent l'année en s'accrochant à la croyance que la Fed réduira ses taux tôt ou tard, c'est la raison pour laquelle les prix de l'or sont plus élevés», a déclaré Ricardo Evangelista, analyste principal chez ActivTrades. "Si l'inflation continue de ralentir et que l'activité économique ralentit également, ce scénario serait très favorable à l'or et nous pourrions observer de fortes hausses en 2024, les rendements des bons du Trésor continuant de baisser et le dollar s'affaiblissant également."

Selon l'outil FedWatch du CME, les marchés évaluent actuellement à 86 % la probabilité d'une baisse des taux d'intérêt de la part de la Fed en mars. La baisse des taux d'intérêt diminue le coût d'opportunité de la détention d'or sans rendement.

Cette semaine, le marché se concentre sur le compte rendu de la dernière réunion de la Fed, qui doit être publié jeudi. Les données sur les offres d'emploi aux États-Unis et les chiffres de l'emploi non agricole de décembre, qui seront publiées vendredi, seront également suivies de près.

"Il y a eu un changement de ton lors de la réunion du FOMC de décembre, les traders vont donc chercher à obtenir plus de clarté sur cette tendance dovish, en particulier sur ce que les responsables de la Fed recherchent", a déclaré Kelvin Wong, analyste de marché senior pour l'Asie-Pacifique chez OANDA.

Sur le plan technique, l'or au comptant pourrait retester le support de 2 062 dollars l'once, une rupture en dessous de ce support pourrait ouvrir la voie vers 2 053 dollars, selon l'analyste technique de Reuters Wang Tao.

Ailleurs, l'argent au comptant a augmenté de 1,1% à 24,0119 dollars l'once et le palladium a progressé de 0,3% à 990,38 dollars. Le platine a gagné 0,5 % à 1 104,38 \$ l'once.

R E.

ESTIMÉE À 2,2 MILLIONS DE BARILS/JOUR

L'Opep+ a commencé à réduire
la production du pétrole

Plusieurs pays de l'Opep+, et notamment l'Arabie saoudite et la Russie, ont commencé à partir de janvier à diminuer la production du pétrole de 2,2 millions de barils par jour supplémentaires.

Par Slimane T/Agence

La mesure sera en vigueur pendant tout le premier trimestre, ensuite le cartel pétrolier pourra de nouveau remettre sur le marché les quantités qui avaient été réduites. Suite à la réunion de l'Opep+ qui a eu lieu le 30 novembre, les pays faisant partie de l'organisation ont décidé de procéder à des réductions volontaires supplémentaires de la production du pétrole pour équilibrer le marché. Ainsi l'Arabie saoudite compte réduire, d'ici à la fin mars 2024, la production de 1 million de bpj. La Russie jouera son rôle dans la diminution des livraisons du pétrole sur le marché global, procédant aux réductions de 300.000 bpj à 500.000 bpj. D'autres pays de l'Opep+ se sont engagés à diminuer leur production de 700.000 bpj. L'Irak la réduira de 223.000

bpj, les Émirats arabes unis de 163.000 bpj, le Koweït de 135.000 bpj, le Kazakhstan de 82.000 bpj, l'Algérie de 51.000 bpj et Oman de 42.000 bpj.

Outre ces nouvelles réductions, certains pays de l'Opep+ continueront également de s'en tenir aux engagements sur la réduction volontaire à un montant de 1,66 millions de bpj d'ici à la fin de 2024. Cette mesure reste en vigueur depuis mai 2023. Cela fait que le montant total des réductions volontaires de la production de pétrole par les pays de l'Opep+ représentera au minimum 3,86 millions de bpj d'ici à la fin du premier trimestre 2024. Durant la journée de mardi, les cours de l'or noir ont progressé après de nouvelles attaques en mer Rouge. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars flambe de 2,1% à 78,64 dollars, tandis que son équivalent

américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, reprend 2% à 73,06 dollars.

Par ailleurs, et selon une enquête «Reuters», le prix du brut Brent se maintiendrait autour de 80 dollars et pourrait éventuellement dépasser les 90 dollars en 2024. Une évolution qui sera liée aux facteurs géopolitiques, mais aussi à la mise en application des réductions annoncées par l'Opep+.

Les prévisions des différents cabinets et organisations mondiales liées à l'énergie, dont l'Opep et l'AIE, tablent sur une hausse de la demande de pétrole en 2024, ainsi qu'une stabilisation des prix autour de 80 à 90 dollars, même si l'incertitude géopolitique demeurera une donnée incontournable, ce qui risque de perturber les variables ordinaires du marché et fausser les pronostics.

BLÉ

Le marché US termine l'année
en territoire négatif

Les cotations américaines ont terminé l'année dans le rouge. Les tensions en mer Noire redonnent cependant un peu de fermeté aux prix du blé. Les cours du blé à Chicago ont terminé l'année sur un mouvement baissier, en conservant toutefois des soutiens techniques notables dans un contexte de regain de

tensions préoccupants en mer Noire. Les prises de bénéfices ainsi que l'annulation du dernier tender égyptien en raison de tarifs jugés trop élevés ont cependant pesé sur la tendance.

Les cours du maïs et du soja ont de leur côté poursuivi leur mouvement de retrait sous la pression des pluies favorables

annoncées au Brésil et d'excellentes conditions de cultures en Argentine. Côté commerce, les ventes américaines à l'international de maïs se sont hissées dans la fourchette haute des attentes du marché la semaine passée, à 1,24 Mt. Les ventes de blé (276 kt) et de soja (984 kt) sont en revanche retombées

dans le bas du consensus. À la clôture de Chicago, le blé SRW à échéance mars 2024 a reculé de 3.5 c\$/bu, à 6.28 \$/bu. Le maïs à terme mars 2024 a diminué de 3.0 c\$/bu à 4.71 \$/bu. La fève de soja à livraison mars 2024 s'est dégradé de 14.0 c\$/bu, à 12.98 \$/bu.

R E.

OR, CACAO, CAFÉ

Pourquoi 2023 est-elle l'année de
tous les records de prix ?

Plus hauts historiques pour l'or, le cacao, le café et même le prix de gros du jus d'orange : l'année 2023 aura été marquée par des records en série pour les matières premières agricoles et les métaux précieux.

En tête de liste, l'or a battu en décembre 2023 son record historique à plus de 2 100 dollars l'once, sur fond de tensions géopolitiques au Moyen-Orient et d'attentes de baisses de taux de la Réserve fédérale américaine.

Le métal précieux a profité de la baisse du dollar américain et du rendement des bons du Trésor, qui suivent les attentes d'évolution des taux de la Fed, rendant l'or comparativement plus attractif. Mais s'agissant des denrées agricoles, les causes sont à rechercher davantage du côté du climat.

Maladie des cabosses noires

L'année 2023 a en effet été marquée par une flambée des prix des matières premières agricoles à New York comme à

Londres, du café au cacao et jusqu'au jus d'orange à Chicago.

A Londres, le cacao a touché en novembre un prix record enregistré depuis le début du contrat en 1989 et qui dépasse donc les précédents records atteints pendant la guerre civile en Côte d'Ivoire, explosant de plus de 70 % en 2023. A New York, la tonne de cacao a culminé fin décembre jusqu'à un record depuis 1977, s'envolant de plus de 60 % sur l'année. "Le démarrage lent de la campagne agricole 2023/24 au Ghana et en Côte d'Ivoire a réduit l'offre de fèves de cacao, ce qui a entraîné une flambée des prix", commente Megan Fisher, analyste chez Capital Economics. Ces deux pays représentent généralement 60 % de la production mondiale de cacao, et ont enregistré des récoltes largement inférieures aux années précédentes.

Les agriculteurs d'Afrique de l'Ouest avaient également signalé le développement de maladies dans les cultures après d'abondantes pluies, notamment celle des cabosses noires – qui provoque le

noircissement et la pourriture des cabosses de cacao.

El Niño, ouragans...

A cela s'ajoute le phénomène climatique El Niño a aussi "contribué à déclencher des conditions de marché tendues et une flambée des prix du sucre, du cacao et du café", avance Ole Hansen, analyste chez Saxobank.

Produit dans des régions exposées, le prix du café robusta côté à Londres a été propulsé en décembre jusqu'à un nouveau record depuis le début du contrat il y a 15 ans, l'offre limitée se cumulant à une forte demande.

A noter également, le prix de gros du jus d'orange s'est envolé en 2023 jusqu'au plus haut niveau de son histoire sur la Bourse de Chicago, résultat d'une récolte 2022/23 calamiteuse en raison de la propagation d'une maladie et du passage de deux ouragans en 2022 en Floride, la principale région de production.

Agence

MARCHÉ DES ASSURANCES À FIN SEPTEMBRE 2023

124,2 milliards de DA de chiffre d'affaires

Le marché algérien des assurances cumule, à la fin de septembre 2023, toutes activités confondues, 124,2 milliards de DA, de primes émises, marquant, ainsi une évolution de 1,8%, par rapport à la même période de 2022.

Par Sirine R.

Selon une Note conjoncture du Conseil National des Assurances (CNA) du troisième trimestre de 2023 et prévisions de clôture de l'exercice 2023, les réalisations des sociétés d'Assurance de Dommages s'accaparent une part de 85% du portefeuille global, totalisant un chiffre d'affaires de 105,6% de DA. Avec un taux de progression de 8,4%, comparativement au 30/09/2022, les Assurances de Personnes cumulent un chiffre d'affaires de 12,8 milliards de DA. Quant à l'activité Takaful, elle génère un total de 92,6 millions de DA, soit, 73,6 millions de DA pour le Takaful Général et près de 19 millions de DA pour le Takaful Familial. En ce qui concerne les Acceptations internationales, elles enregistrent une progression de 8,7%, par rapport au 30/09/2022, cumulant un chiffre d'affaires de 5,7 milliards de DA. Concernant les sinistres, le même document indique que les déclarations auprès des sociétés d'assurance marquent une hausse de 19,4%, en nombre, et 5%, en montant, comparativement au 30/09/2022. Les indemnisations opérées au 30 septem-

bre sont de près de 50 milliards de DA, pour un total de 902 611 dossiers réglés, sur un total de 1 206 842 dossiers d'une valeur de 59,4 milliards, dominées à 90,3% par les Assurances de Dommages. Quant aux sinistres restants en stocks, ils sont estimés au 30/09/2023, à près de 110 milliards de DA, pour un nombre global de 1 818 919 dossiers en instance de règlement. Le taux de règlement du marché des assurances marque, à fin septembre 2023, une hausse de 11,6%, boosté, notamment, par la croissance du taux de règlement enregistré par les sociétés d'Assurance de Personne, liée, en grande partie, à l'augmentation des indemnisations au titre de la branche « Prévoyance collective ». Concernant la branche « Réassurance », la compagnie centrale de réassurance (CCR) affiche au 30 septembre 2023, un chiffre d'affaires, en affaires internationales de 5,7 milliards de DA en progression de 8,7% par rapport à la même période de 2022. Cette hausse est la résultante des croissances constatées au niveau de la plupart des branches notamment en « Incendie » +6,7%. S'agissant de l'indemnisation, en dépit des baisses observées au niveau des branches «

Engineering » (-62,3%) risque agricoles de (- 52,5%) et transport (-23,2%), les règlements opérés par la CCR marquent une hausse de 18,6%. Pour les prévisions de clôture au 31/12/2023, le marché des assurances pourrait cumuler un chiffre d'affaires d'environ 168,4 milliards de DA (y compris les acceptations internationales), soit une progression de 2,6%, comparativement aux réalisations enregistrées en 2022. Les sociétés d'Assurance de Dommages prévoient de clôturer l'exercice 2023 avec un total de primes estimé à 145,2 milliards de DA, soit une hausse de 2,9% par rapport à l'année précédente. À l'exception de la branche, « Agricole », qui compte clôturer avec une réalisation à la baisse de 301 millions de DA, au 31 décembre 2023, le reste des branches se voient réaliser des productions revues à la hausse, notamment « automobile et « IRD » avec des taux positifs de 4,7% et 1,01%. L'Assurance Takaful prévoit de clôturer l'exercice 2023 avec un total de contributions qui s'élèveraient à 215,3 millions de DA. Les acceptations nationales seraient en baisse de 8,9%, ce qui se traduirait par une perte de plus de 602 millions de DA.

SALON DE L'AUTOMOBILE ET DE LA MOTO

Intérêt des visiteurs pour les formules de financement proposées par les banques

Le Salon de l'automobile et de la moto, qui se poursuit à Oran, attire l'attention des visiteurs désireux acquérir des véhicules neufs par facilité, profitant des offres proposées par les banques participant au Salon organisé au niveau du Centre des conventions Mohamed-Benahmed. A ce propos, la Banque nationale d'Algérie (BNA) suggère deux offres pour financer l'achat de véhicules à travers un prêt classique et un autre entrant dans le cadre de la finance islamique, a déclaré à l'APS, Noura Kellal, la chargée de clientèle, notant l'engouement des citoyens enregistré au niveau du stand de cette banque pour avoir de plus amples informations sur l'opération. La même interlocutrice a expliqué que la principale condition pour bénéficier de l'une des deux formules est que le véhicule acheté soit produit localement, « pour encourager et promouvoir la production locale et mettre en application les orientations des pouvoirs publics visant le développement de l'économie nationale », a-t-elle précisé. Le client souhaitant bénéficier du financement de cette banque, qu'il soit classique ou dans le cadre du financement islamique, doit aussi disposer d'un revenu fixe avec un salaire mensuel estimé

à au moins 40.000 dinars. Pour sa part, la BNA participe à l'acquisition du véhicule à hauteur de 85% au maximum, ajoute le même responsable. Elle a également souligné que le délai fixé au client pour épuiser ses dettes envers la banque est estimé à 60 mois, signalant que le taux d'intérêts qui revient à la banque est estimé à 8%, pour la formule classique, alors que la marge de bénéfice de la banque dépasse légèrement ce taux pour le financement islamique. De son côté, la Banque extérieure d'Algérie (BEA) adopte quasiment les mêmes règles en matière de financement de l'achat de véhicules, comme l'explique Abou-Bakr Essedik Henni, un cadre au sein de cette institution bancaire, soulignant que les opérations de son organisme se limitent, jusqu'à présent, aux véhicules produits par l'entreprise « Fiat », cette dernière étant la seule, pour le moment, à avoir lancé une usine de construction automobile en Algérie au niveau de la zone industrielle de Tafrroui (Oran). Et d'ajouter: « nous avons l'intention de financer, dans un premier temps, deux types de voitures de la marque Fiat, à savoir la Fiat 500 et la Fiat Doblo. Notre banque est prête à financer les achats de ces voitures à hauteur de 90% de leurs sommes globales ». Il a, en

outre, fait remarquer « un fort intérêt » pour la formule bancaire islamique, adoptée aussi par la BEA, en plus du crédit classique, dont le taux d'intérêt est estimé à 7,5%. Quant à la « Baraka Banque », elle propose à ses clients uniquement un financement islamique, en adoptant le principe de la « Mourabaha », selon lequel l'institution acquiert des véhicules produits localement, puis les revend aux clients avec une certaine marge de bénéfice, comme l'indique la chargée de la clientèle au sein de cet établissement bancaire, Nadia Khalil. Au passage, elle a affirmé que le financement de la banque « Al Baraka » pour ces opérations atteint jusqu'à 80% de la valeur totale du véhicule, dont la propriété sera transférée au client après avoir payé la totalité du crédit dans un délai maximum de cinq ans. Parmi les conditions souscrites dans cette formule, le client doit disposer d'un revenu mensuel fixe à partir de 50.000 DA, selon la même source. Le Salon de l'automobile et de la moto, qui a débuté le 28 décembre dernier, sera clôturé mercredi. Cet événement connaît la participation de trois marques de véhicules touristiques et utilitaires et de trois autres de motos, rappelle-t-on.

R E.

ASSURANCE AUTOMOBILE/PLATEFORME E-RECOURS Plus de 634.000 réclamations traitées depuis 2022

La plateforme numérique inter-compagnies d'assurances dédiée à la branche automobile a permis depuis sa mise en place en 2022, le traitement de plus de 634.000 réclamations, pour un montant de 35,82 milliards de dinars, a indiqué le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR), Youcef Benmicia. « Depuis le lancement de la plateforme e-recours, 634.731 réclamations inter-compagnies ont été échangées pour un montant de 35,82 milliards de dinars, soit une moyenne de 2.027 réclamations par jour. 116.394 réclamations pour un montant de 6,38 milliards de dinars concernent uniquement des sinistres survenus en 2023 », a-t-il précisé dans un entretien accordé à la revue Indjazat. La plateforme digitale e-recours mise en place en octobre 2022 sous la supervision de l'UAR, est une initiative qui s'inscrit dans la stratégie de transformation numérique du secteur des assurances, visant à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, selon le responsable de l'UAR. M. Benmicia a souligné dans ce contexte que cet outil jouait actuellement un "rôle-clé" dans le traitement des réclamations inter-compagnies pour les sinistres automobiles matériels, entraînant "une réduction notable des délais, une amélioration de la qualité des services et une transparence renforcée". "La plateforme e-recours offre des avantages en termes de gouvernance en centralisant les données, facilitant le suivi et le contrôle, améliorant la gestion des risques, favorisant la collaboration et la coordination, ainsi qu'en fournissant des rapports et des analyses pertinentes", affirme encore le premier responsable de l'association professionnelle. Le taux de traitement des réclamations échangées, à fin septembre 2023, a atteint déjà 83% du total enregistré, d'après les chiffres du président de l'UAR. Concernant le nombre de transactions effectuées par voie électronique dans le secteur des assurances M. Benmicia a fait savoir qu'"il ne fait qu'augmenter", passant de 8.372 transactions en 2021 à 23.571 transactions en 2022, soit un bond de plus de 181%. Pour l'année 2023, "nous étions déjà au-delà du niveau de l'année 2022 en mois d'août, avec 24.236 transactions et nous nous attendons à enregistrer plus de 35.000 transactions pour toute l'année, soit une progression de 48% par rapport à 2022", a-t-il détaillé, estimant que la tendance de croissance est "forte et très encourageante".

R N.

BOUMERDES

De nombreux projets pour renforcer le secteur de la santé)

Le secteur de la santé de la wilaya de Boumerdes a bénéficié, ces deux dernières années, de nombreux projets dont la mise en service attendue durant l'année 2024, est de nature à impulser le système local de la santé et à consacrer un saut qualitatif dans la prise en charge des malades, ont affirmé, dernièrement, des responsables locaux. « Quelque 14 projets du secteur de la santé ont bénéficié, en 2022 et 2023, d'une levée de gel financière, avec l'affectation à leur profit d'une enveloppe globale de plus de 12 milliards de DA », a indiqué, à l'APS, le directeur local de la santé, Hocine Zekiri. Il a estimé que la concrétisation de ces projets, dont une faculté de médecine, « est de nature à permettre une profonde réorganisation de la carte sanitaire de la wilaya, tout en facilitant l'inscription d'autres projets au profit du secteur, à l'avenir ». Le responsable a cité parmi les projets, la réalisation d'un hôpital de 240 lits dans la ville de Boumerdes, dont le taux d'avancement est estimé à plus de 70%, avec une prévision de mise en service à la fin du premier semestre de l'année 2024. Une fois opérationnel, cet hôpital, considéré comme le plus grand de la wilaya, assurera 15 spécialités médicales, dont un service de radiothérapie d'une capacité de 20 lits, outre des services dédiés aux urgences médicales, à la neurochirurgie, aux chirurgies cardiaque, générale et orthognathique, à l'orthopédie, et à la médecine interne. En 2023, la wilaya de Boumerdes a également vu la relance de deux autres projets vitaux, à savoir, un hôpital de 120 lits spécialisé en médecine générale et psychiatrie à Boudouaou, dont le taux d'avancement est actuellement estimé à 90%, et un autre hôpital de 120 lits à Khemis El Khechna, actuellement en phase d'étude en vue du lancement de son chantier au début de cette nouvelle année. A cela s'ajoute le projet d'un hôpital de 60 lits à Baghli, à l'Est de Boumerdes, actuellement au stade d'élaboration des études techniques y afférentes, outre un projet de centre mère et enfant d'une capacité d'accueil de 80 lits, dont le chantier a été relancé, en 2023, au chef lieu de wilaya. Un projet similaire de 60 lits est, également, prévu à Bordj Menail, parallèlement à des opérations de réaménagement de 90 salles de soins à travers la wilaya. Le directeur de la santé a, aussi, fait cas du lancement, en 2023, des chantiers de cinq polycliniques à Boumerdes, Larbaâatche, Tidjebine, Ouled Haddadj, et Bordj Menail, en plus de la mise en service de deux hôpitaux privés à Larbaâatche et Boumerdes. Un programme de réhabilitation d'un nombre de polycliniques a aussi bénéficié d'une levée de gel, à la même période, au même titre que l'acquisition de matériel médical pour l'équipement d'unités et centres médicaux, dont un scanner, du matériel d'hémodialyse, des fauteuils dentaires et du matériel de laboratoire, outre les travaux de réhabilitation des hôpitaux de Thenia, Bordj Menail et Dellys.

DJELFA

Impératif d'exploiter les lignes ferroviaires avec une vision économique

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a affirmé, samedi dernier à Djelfa, l'impératif d'adopter une vision économique, à court et moyen termes, dans la gestion et l'exploitation des lignes ferroviaires, inaugurées dernièrement dans la wilaya.

Après avoir assuré que la "dimension sociale" de ce moyen de transport "est désormais acquise pour les citoyens de Djelfa" le ministre a souligné la nécessité d'adopter "une vision stratégique à dimension économique" dans sa gestion, en assurant notamment le transport des marchandises et l'accompagnement des opérateurs économiques locaux, tout en prenant en considération les spécificités de cette wilaya. A la gare ferroviaire d'Ain Ouessara, un exposé a été présenté à M. Zahana sur les indicateurs d'exploitation de la ligne ferroviaire pénétrante Boughezoul (Médéa)-Djelfa-Laghouat. Un accent particulier a été mis, dans cet exposé, sur le soutien financier assuré par l'Etat au prix du billet du train, dont le coût réel est estimé à 1000 DA, tandis que la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a fixé son prix entre 150 et 250 DA, la différence étant payée par l'Etat algérien. Sur place, le ministre des Transports a appelé les responsables de l'entreprise à œuvrer au "renforcement de la vision économique dans la gestion des lignes ferroviaires, afin d'assurer un équilibre financier pour la SNTF, parallèlement à



son rôle majeur dans la consécration du caractère social de l'Etat au service des citoyens". "Ce fait représente une importance cruciale pour le président de la République", a déclaré le ministre. M. Zahana a, également, souligné la nécessité d'accorder "l'intérêt nécessaire à la qualité des services offerts aux citoyens, au même titre que le respect des horaires des trains et la garantie de toutes les conditions nécessaires au bien être des citoyens et à la facilité de leurs déplacements".

L'opportunité a, aussi, donné lieu à un exposé détaillé sur l'état des lieux du secteur des transports à Djelfa, ayant notamment porté sur le programme complémentaire accordé dernièrement à la wilaya, sur décision du président de la République. "La visite d'aujourd'hui a pour but d'évaluer l'état de mise en œuvre de ce programme complémentaire et de veiller à sa concrétisation", a souligné le ministre des Transports. Il s'est, par la suite, rendu sur le site du projet de l'aérodrome de "Thel-

thi", à la sortie- Est de la ville de Djelfa, affecté, dans le cadre du programme complémentaire, d'une enveloppe de 255 millions DA, destinée à la réalisation, en 2024, d'une clôture de protection, d'une tour de contrôle et d'une piste d'atterrissage pour avions, qui seront exploités, à titre exceptionnel et en cas de nécessité, pour le traitement des arbres du barrage vert, mitoyen à cet aérodrome (avions pour l'épandage de pesticides ou l'extinction d'éventuels incendies). Durant son passage à la gare routière de Djelfa, le ministre s'est félicité de la qualité des prestations numériques, mises dernièrement à la disposition des voyageurs, dont un système d'information pour le programme des trains et l'achat de billets à distance. Il a également effectué une visite au siège de l'entreprise des transports urbains et suburbains de la wilaya, où il écouté les doléances des travailleurs. Le ministre des Transports a clos sa visite à Djelfa par une inspection du siège de la direction locale du secteur, où il s'est entretenu avec les employés et s'est enquis de la méthodologie de travail adoptée dans le cadre du programme de numérisation des prestations du secteur.

MASCARA

Un programme d'actions spécial pour dynamiser les projets de développement en 2024

Les autorités locales de la wilaya de Mascara ont élaboré un programme d'actions spécial en vue d'impulser une dynamique aux projets de développement, durant l'année 2024, a déclaré dimanche le wali, Farid Mohammedi. Le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya a précisé dans son allocution, au cours de la cérémonie de clôture des comptes de l'exercice 2023, que "les autorités locales ont élaboré un plan d'actions spécial visant à impulser une dynamique aux projets de développement, durant l'année 2024, inscrits au titre des différents programmes, tant sectoriels ou ceux relevant du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales ou encore ceux devant être lancés et financés dans le cadre des plans communaux de développement". Il a rappelé, dans ce contexte, que les autorités de la wilaya ont, conjointement avec les responsables des différents secteurs d'activité, défini les objectifs à atteindre, précisant que "l'évaluation des directeurs exécutifs se fera en

fonction du taux de consommation des crédits alloués à leurs secteurs respectifs", avant d'ajouter que tous les projets mis en œuvre feront l'objet d'un suivi permanent afin de conférer la dynamique espérée aux opérations de développement local ". M. Farid Mohammedi a affirmé que l'année 2024 sera celle "des réalisations et de la réception des différents projets inscrits et lancés au titre des divers programmes". Le wali de Mascara a, par ailleurs, exhorté les responsables à la tête des différents organismes et institutions publics à redoubler d'efforts pour la consommation des crédits affectés aux projets de développement. Il a, dans ce même contexte, mis en relief les efforts déployés par les agents et les cadre du Trésor de la wilaya dans le domaine de la prise en charge des mandats au profit des entreprises et des différents secteurs d'activités durant l'année 2023.

EL-OUED

Plus de 7.200 foyers alimentés en gaz naturel à Magrane et Sidi-Aoun

Pas moins de 7.224 foyers dans les communes de Magrane et Sidi-Aoun (Nord de la wilaya d'El-Oued), ont été alimentés en gaz naturel, a-t-on appris samedi auprès de la direction de la Société nationale de l'Electricité et du Gaz (Sonelgaz) de la wilaya. Une enveloppe financière estimée à près de deux (2) milliards de DA, puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), a été consacrée à la réalisation de ces opérations retenues dans le

cadre de la stratégie de l'Etat visant à généraliser cette énergie vitale sur tout le territoire national, a indiqué à l'APS le chargé de la communication à la direction locale de Sonelgaz, Habib Meslem. Ces actions qui consistaient en la réalisation de 233 km de réseau de transport et de distribution du gaz naturel, ont touché des régions rurales et urbaines à travers les deux collectivités précitées, et ce, pour répondre aux besoins des populations en la matière, a-t-il ajouté. Le chef de l'exécutif local Saïd

Akhrouf a, en marge de la cérémonie de mise en service, indiqué que les travaux de raccordement des trois communes (Hassi Khalifa, Douar El-Ma et Béni Guecha) au réseau de gaz naturel, avancent à une cadence "appréciable" et devraient être réceptionnés durant le premier semestre de l'année prochaine. La wilaya d'El-Oued, compte actuellement quelque 60.000 abonnés au réseau de gaz naturel à travers 19 communes, selon les données de la direction de Sonelgaz.

L'année économique 2024

Le conflit en Ukraine et le retour de la guerre au Proche-Orient plongent l'économie mondiale dans un cycle de risques et d'incertitudes qui pénalise la croissance et profite aux partisans du repli national.

Partie 1

Source : Le Monde

Joseph Stiglitz :

Gaza et le risque inflationniste

Le Prix Nobel d'économie 2001 craint qu'un « nouveau choc pétrolier » ne favorise le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Si un événement doit dominer l'année 2024, ce sera très certainement l'élection présidentielle américaine. A moins d'un événement inattendu, nous assisterons probablement à une nouvelle confrontation entre Joe Biden et Donald Trump, dont l'issue est dangereusement incertaine. Un an avant l'élection, les sondages réalisés dans les Etats-clés de l'échiquier politique donnent l'avantage à Trump. L'élection sera importante non seulement pour les Etats-Unis, mais aussi pour le monde entier. Le résultat pourrait dépendre des perspectives économiques pour 2024, qui dépendront elles-mêmes en partie de l'évolution de la dernière conflagration au Moyen-Orient. Ma meilleure hypothèse (et mon pire cauchemar) est qu'Israël continuera d'ignorer les appels internationaux à un cessez-le-feu à Gaza, où plus de deux millions de Palestiniens vivent dans la misère depuis des décennies. Ce que j'ai vu lors d'une visite à la fin des années 1990 en tant qu'économiste en chef de la Banque mondiale était vraiment déchirant, et la situation n'a fait qu'empirer depuis qu'Israël et l'Égypte ont imposé un blocus total, en 2007, en réponse à la prise de contrôle de l'enclave par le Hamas. Quelles que soient les atrocités commises par ce dernier le 7 octobre, la rue arabe ne tolérera pas la brutalité infligée à Gaza. Dans ces conditions, on voit mal comment une répétition de 1973 pourrait être évitée, lorsque les membres arabes de l'OPEP avaient organisé un embargo pétrolier contre les pays qui avaient soutenu Israël lors de la guerre du Kippour. Cette mesure de rétorsion ne coûterait pas vraiment aux producteurs de pétrole du Moyen-Orient, car la hausse des prix compenserait la réduction de l'offre. Il n'est donc pas étonnant que la Banque mondiale et d'autres aient déjà averti que les prix du pétrole pourraient atteindre 150 dollars le baril (135 euros), voire plus. Cela déclencherait une nouvelle poussée d'inflation due à l'offre, au moment même où celle issue de la pandémie de Covid-19 est en train d'être maîtrisée.

Tragédie

Dans ce scénario, Biden sera inévitablement tenu pour responsable de la hausse des prix et accusé de mal gérer le Moyen-Orient. Le fait que le conflit ait été ravivé par les accords d'Abraham de l'administration Trump et par la dérive d'Israël vers une solution de facto à un seul Etat n'aura guère d'importance. Qu'elle soit juste ou non, l'agitation régionale pourrait faire pencher la balance en faveur de Trump. Un électorat très polarisé et des montagnes de désinformation pourraient une fois de plus mettre le monde face à un menteur incompetent, déterminé à éliminer les institutions démocratiques américaines et à s'acoquiner avec des dirigeants autoritaires comme le président russe, Vladimir Poutine, et le premier ministre hongrois, Viktor Orban. Le mieux que l'on puisse espérer en cas de retour de Trump est peut-être un blocage politique,



mais seulement si le Congrès reste au moins partiellement sous contrôle démocrate. A l'échelle mondiale, cependant, les accords internationaux et l'idée même de droit international deviendront rapidement des forces du passé, car Trump retire impulsivement les Etats-Unis des accords et des institutions qui ne sont pas à son goût. La tragédie, c'est que Biden, objectivement, a été un président extraordinairement efficace. Il a géré la situation en Ukraine mieux que quiconque. Il a placé les Etats-Unis sur une nouvelle voie économique grâce à un important projet de loi sur les infrastructures, le Chips and Science Act, et l'Inflation Reduction Act (qui finance la transition verte). Et, depuis le début de l'année 2023, il doit composer avec une Chambre des représentants contrôlée par des républicains qui se sont montrés inaptes à gouverner, et peu désireux d'essayer. Si tant est que le Parti républicain ait un véritable programme politique, celui-ci ne correspond pas aux souhaits des Américains. La plupart des électeurs s'opposent à la fiscalité régressive et aux politiques anti-ouvrières, qui contribuent aux inégalités, aux attaques contre les universités et la science, qui compromettent la croissance future, et aux régressions en matière de droits des femmes. Néanmoins, les républicains ont extraordinairement bien réussi à façonner le champ de bataille électoral à leur avantage et à dépeindre Biden comme trop vieux.

Des difficultés partout

Le fait que les Etats-Unis soient indépendants énergétiquement signifie que les prix élevés du pétrole servent principalement à redistribuer les revenus des consommateurs vers les producteurs américains de pétrole. Ce résultat régressif pourrait être inversé par une taxe bien conçue sur les bénéfices exceptionnels. Même si Biden ne parvient pas à faire adopter un tel projet de loi par le Congrès, le fait d'avoir une position ferme sur le sujet pourrait être utile sur le plan politique. Les consommateurs sauraient qu'il se bat pour eux et qu'il s'oppose aux compagnies pétrolières et aux républicains, dont elles financent les campagnes. Mais je crains que Biden ne se détourne de cette option, comme il l'a fait avec les propositions de taxes sur les bénéfices exceptionnels pendant la pandémie. Le reste du monde n'a pas la chance de produire du pétrole. En Europe, où les politiques budgétaires plus faibles n'ont pas réussi à contrer la politique monétaire restrictive, la hausse des prix de l'énergie sera dévastatrice. On peut égale-

ment s'interroger sur la capacité de la Chine à surmonter les problèmes croissants de son secteur immobilier ou sur l'impact de la nouvelle guerre froide sur ses exportations, d'autant plus que son propre gouvernement renforce son contrôle sur le secteur privé. Enfin, dans les pays du Sud, de nombreux Etats ont des dettes excessives qui pourraient devenir insoutenables en cas de ralentissement mondial, surtout si elles sont combinées à des taux d'intérêt élevés et à une hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Avant la conflagration de Gaza, je m'attendais à un atterrissage en douceur aux Etats-Unis, et à des temps plus difficiles dans le reste du monde. Aujourd'hui, je m'attends à des difficultés partout, avec une probabilité accrue de voir Trump revenir à la Maison Blanche. Le monde entre peut-être dans sa période la plus périlleuse depuis les années 1930.

Angus Deaton :

Le progrès est en danger

Le Prix Nobel d'économie 2015 s'interroge sur le caractère temporaire ou prémonitoire des revers subis en santé et en bien-être pendant la décennie écoulée. Dans *La Grande Evasion*, publié il y a dix ans (traduit chez PUF en 2016), je racontais comment la vie humaine s'est améliorée au cours des deux cent cinquante dernières années, notamment en termes de longévité et de niveau de vie matériel. Mais la dernière décennie n'a pas été tendre avec mon récit débordant d'optimisme. J'avais peut-être raison en 2013, mais ce n'est probablement plus le cas aujourd'hui, même pour l'individu moyen. Nous ne savons pas si cette régression sera temporaire ou si elle ne fera qu'empirer à l'avenir. Si les tendances de long terme vers le progrès sont nettes, l'histoire n'apporte rien qui puisse encourager un optimisme aveugle. Les progrès du bien-être humain se sont régulièrement heurtés à des retours en arrière, dont certains se sont traduits par d'inimaginables dégâts. Au cours du seul XXe siècle, des jeux politiques désastreux, nationaux ou internationaux, ont causé des dizaines de millions de morts, avec deux guerres mondiales, la Shoah et les orientations meurtrières décidées par Staline et Mao. La pandémie de grippe, de 1918 à 1920, a peut-être tué 50 millions de personnes, sur une population totale inférieure à 2 milliards. L'épidémie de sida a déjà causé la mort de quelque 40 millions de personnes et plus d'un demi-million continuent chaque année d'en mourir, la plupart en Afrique subsaharienne.

Catalogue déprimant

Plus récemment, l'Organisation mondiale de la santé estime que le Covid-19 a tué à ce jour environ 7 millions de personnes (voire plusieurs fois ce nombre), la plupart dans les pays riches, dont 1,2 million d'Américains. La pandémie a stoppé la croissance économique dans de nombreux pays et a certainement interrompu le recul de la pauvreté dans le monde (mais puisqu'elle a aussi perturbé la collecte des données, l'incertitude sur les chiffres est grande). Généralement, après de telles catastrophes, les progrès reprennent leur cours, et les redressements qui s'ensuivent aboutissent à des résultats en matière de santé et de richesse qui surpassent les niveaux de la période précédente. Certes, ce fait historique n'est d'aucun réconfort à ceux qui sont morts ou ont perdu des proches. Le progrès n'efface pas les horreurs. Mais il entretient l'espoir d'une vie meilleure pour les survivants et les générations suivantes. Malheureusement, cette fois-ci, nous ne sommes pas assurés que ces progrès se poursuivent. Dans mille ans, ou peut-être avant, les 250 années qui se sont écoulées depuis la fin du XVIIIe siècle paraîtront peut-être un âge d'or lointain et révolu, un éclair dans le panorama de l'histoire, une exception à l'état normal de misère et de mort prématurée. Les événements récents dressent un catalogue déprimant : une croissance lente ou négative, des températures mondiales qui montent, la résurgence des maladies infectieuses, une vie politique où les ennemis de la démocratie et l'extrême droite populiste sont de plus en plus présents, une mondialisation au point mort, l'espérance de vie qui stagne et la multiplication des tensions géopolitiques, notamment entre les deux principales économies de la planète, les Etats-Unis et la Chine. Sommes-nous en train de revenir à un monde d'avant les Lumières, gouverné par des prêtres et des chefs de guerre ? Ou bien les perspectives qui s'assombrissent aujourd'hui ne seraient-elles qu'un revers du progrès comme l'humanité en a déjà connu, que nous surmonterons avec le temps ? On peut certes voir des progrès dans le recours de plus en plus répandu à des politiques climatiques fondées sur l'incitation plutôt que sur la contrainte. C'est un élément crucial, car les démocraties auront toujours des difficultés à mettre en œuvre des mesures qui s'en prennent, même temporairement, au confort du grand nombre. Mais les changements climatiques appellent aussi l'action des pays pauvres, qui réclament en retour d'importants transferts de ressources venant des pays riches. Si ces transferts ne se sont guère montrés capables de stimuler la démocratisation ou la croissance économique, peut-être l'aide climatique s'avèrera-t-elle plus efficace dans la poursuite des objectifs souhaités ? La mise en œuvre des politiques climatiques peut se révéler plus facile dans les sociétés non démocratiques, comme l'ont illustré certaines mesures draconiennes de santé publique. Ce serait un bien triste résultat qu'après des années de subventions qui ont sapé la gouvernance démocratique des pays pauvres, les riches démocraties en viennent à soutenir financièrement la mise en œuvre de politiques climatiques autoritaires auxquelles leurs propres électeurs résistent encore.

(Asuivre)

KOWEÏT

KPC va emprunter 45 milliards de dollars dans les cinq prochaines années

La Koweït Petroleum Corporation (KPC) a annoncé sa décision d'emprunter environ 14 milliards de dollars (45 milliards de dollars) au cours des cinq prochaines années, soit environ 3 milliards de dollars par an, pour réaliser ses plans d'investissement stratégiques à long terme, principalement destinés à l'exploration, et pour développer et améliorer les anciens gisements de pétrole brut. Elle doit emprunter de l'étranger et tenter de privatiser certaines de ses activités non essentielles qui lui imposent un lourd fardeau. Cependant, cela nécessite une forme de consensus avec le parlement, garantissant la non-ingérence et l'alignement sur les intérêts de l'État, par des réglementations approuvées, reflétant les pratiques adoptées dans les pays voisins. Un exemple clair est la vente de 5% d'Aramco. Cependant, il convient de noter que la KPC ne poursuit ni n'envisage une démarche aussi audacieuse. KPC a présenté ses principales stratégies d'investissement, en allouant 60 % au développement et à l'exploration de nouvelles découvertes pétrolières, ainsi qu'à l'amélioration et à l'optimisation de la production des champs existants. Cela implique de mettre l'accent sur l'augmentation de la production gratuite de gaz, qui n'est pas indépendante et sans rapport avec la production pétrolière. L'essentiel de ses investissements futurs repose donc sur l'augmentation de la production de pétrole brut, qui connaît un déclin depuis 2016. Les compagnies pétrolières internationales refusent de s'engager et de développer leur potentiel de production à moins qu'une forme d'accord ne garantisse un volume spécifié pour chaque baril produit et ce grâce à leur expérience et leur technologie. Même si de nombreux pays voisins ont établi des accords similaires de partage de la production dans le cadre des règles et conditions convenues entre États souverains. En effet, la KPC et la KOC doivent jouer un rôle proactif en plaçant pour l'invitation des compagnies pétrolières. Il est crucial de reconnaître ouvertement les limites pour augmenter la production de pétrole brut à près de trois millions de barils par jour ou au-delà. En tant que maillon le plus faible dans la gestion et la production pétrolière, le Koweït doit s'appuyer sur l'expertise et la technologie des compagnies pétrolières internationales. Dans le même temps, KPC n'est pas obligé d'emprunter la totalité de 45 milliards de dollars en une seule fois. Elle a la possibilité de générer une partie des fonds nécessaires en vendant et en privatisant certaines entreprises, initialement créées et développées par le secteur privé. Cela inclut des entités telles que les sociétés pétrolières et pétrochimiques. Notamment, la société de raffinage détenue à 40 % par le secteur privé lors de sa création en 1962.

POUR FABRIQUER DES MOTEURS MTU EN ARABIE SAOUDITE

Makeen et Rolls-Royce Power Systems forment un partenariat

Saudi Engines Manufacturing Company (Makeen), une coentreprise entre Aramco, HD Hyundai Heavy Industries et Dussur, a signé un accord-cadre de licence avec l'unité commerciale Power Systems de Rolls-Royce pour fabriquer, tester, vendre et entretenir des moteurs et des groupes électrogènes MTU en Arabie Saoudite.

L'accord marque une étape importante pour le développement industriel des secteurs en croissance rapide de la production d'électricité marine et hors réseau du Royaume, a indiqué un communiqué d'Aramco. Le président de Makeen, Mohamed Al-Shammari, a déclaré que « ce partenariat vise à avoir un effet d'entraînement sur l'économie locale, en créant des opportunités d'emploi, en développant un savoir-faire technologique, en remplaçant une forte dépendance à l'égard des importations, en promouvant des pratiques durables et en créant de nouvelles opportunités pour la chaîne d'approvisionnement et de développement locale. Cette collaboration stratégique soutient davantage notre contribution aux objectifs de Vision



2030. » Andreas Goertz, président des solutions d'alimentation mobiles et durables chez Rolls Royce Power Systems, a déclaré : « Grâce aux engagements d'investissement de notre nouveau partenaire Makeen dans la

localisation, à la fois pour la production et le service de moteurs et de groupes électrogènes, nous voyons une excellente opportunité de développer notre activité en Arabie Saoudite. » "Il est de la plus haute importance

pour nous d'avoir un partenaire en Arabie Saoudite qui pourrait nous aider à fournir nos produits MTU au marché maritime local tout en maintenant nos normes de qualité élevées et en fournissant un service de première classe à nos clients", a-t-il ajouté. Abdellah Al-Ghamdi, PDG de Makeen, a déclaré que le partenariat avec Rolls-Royce « vise à fournir des solutions de pointe pour répondre aux demandes changeantes de nos clients dans les domaines du pétrole et du gaz, de la marine et d'autres applications, tout en promouvant les nouvelles technologies. Nous construisons nos installations et formons notre personnel pour répondre aux normes élevées de qualité attendues de Makeen.

LE SULTANAT S'ATTEND À UN DÉFICIT DE 1,5% DU PIB

Oman fixe son budget 2024 sur la base de 60 dollars le baril de pétrole

La télévision d'État omanaise a rapporté que le sultanat avait approuvé le budget 2024 sur la base d'un prix moyen du pétrole de 60 dollars le baril et qu'il s'attend à un déficit budgétaire annuel de 640 millions de riyals (1,66 milliard de dollars), soit environ 1,5 % du budget brut. Dans le budget, Oman s'attend à enregistrer des recettes de 11,01 milliards de riyals, soit une augmentation de 9,5 % par rapport aux estimations de 2023.

Le ministre des Finances, Sultan ben Salem Al Habsi, a déclaré : « L'esti-

mation des recettes publiques s'inscrit dans le cadre de l'approche de précaution visant à réduire le fardeau de tout défi financier qui pourrait survenir au cours de l'exercice 2024 et à garantir que les besoins de financement soient satisfaits en cas de baisse des prix du pétrole ». Le Sultanat prévoyait également dans le budget que le volume des dépenses atteindrait environ 11,65 milliards de riyals en 2024, soit une augmentation de 2,6% par rapport aux estimations de 2023, y compris un service de la dette publique de 1,05 milliard de riyals.

LORS DE SON ESSAI EN 2023

800 000 visiteurs au Grand Musée égyptien

Un responsable gouvernemental a déclaré que le nombre de visiteurs du Grand Musée égyptien au cours de sa période d'essai, allant de janvier 2023 au 28 décembre 2023, s'élevait à environ 800 000 visiteurs.

Le responsable a ajouté qu'« On s'attend à ce que le nombre de visiteurs au Grand Musée égyptien atteigne deux millions de visiteurs après son ouverture et sa pleine exploitation, ce qui augmentera les niveaux d'occupation des hôtels dans la région du Grand Caire, en particulier près de Gizeh, zone des pyramides. Le 7 décembre, le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, a effectué une tournée d'inspection pour suivre l'avancement des travaux au Grand Musée égyptien et le fonctionnement expérimental de plusieurs de ses départements.

Madbouly a déclaré qu'il suivrait de manière hebdomadaire les travaux en cours au musée pour la période à venir, afin de l'ouvrir le plus rapidement possible.

Le responsable a souligné que le placement et l'agencement d'environ 18 000 antiquités de différentes époques avaient installés dans le musée, qui abrite 100 000 antiquités. Il a indiqué que les autorités chargées de l'exé-



cution ont reçu pour instruction d'achever tous les travaux à l'intérieur du musée avant la fin décembre 2023. Il a expliqué que le gouvernement égyptien réalise actuellement des travaux d'aménage-

ment des axes de circulation dans la zone entourant le musée, qui seront achevés avant mai prochain, notant que l'ouverture officielle est liée à l'amélioration des conditions d'une ouverture mondiale afin d'augmenter les revenus du tourisme en Égypte.

L'Égypte espère atteindre 15 millions de touristes d'ici fin 2023, dépassant le chiffre le plus élevé atteint en 2010, à savoir 14,7 millions de touristes.

Le coût de création du musée a dépassé le milliard de dollars et, en 2016, l'Autorité japonaise de coopération internationale (JICA) a accordé à l'Égypte un financement d'un montant de 460 millions de dollars, à payer sur 25 ans avec un taux d'intérêt de 1,4 % et une période de grâce de 7 ans.

Les travaux du musée ont commencé en 2003, le laboratoire et le centre de restauration ont été ouverts en 2010, avant que le processus de développement ne s'arrête en 2011. Les travaux avaient repris en 2012 en coopération entre le ministère des Antiquités, Orascom Construction et son unité belge, BESIX.

NIGÉRIA

La pénurie de cash affecte les populations vulnérables

A Lagos, la pénurie de cash a pesé sur la population en période de fêtes, en dépit des progrès de l’inclusion financière. La limitation des retraits d’espèces aux distributeurs et les coûts prohibitifs des solutions alternatives de paiement électronique compliquent la vie quotidienne des Nigériens qui espèrent une embellie en ce début d’année.

A Lagos, la capitale économique du Nigéria, deuxième économie d’Afrique en termes de produit intérieur brut selon les projections du FMI pour 2023, les populations espèrent une plus grande disponibilité de l’argent liquide, maintenant que les fêtes sont passées. Jusqu’au 31 décembre 2023, il n’était pas possible de retirer plus de 10 000 nairas (équivalent de 11\$) dans la plupart des distributeurs automatiques de billets de banque, notamment dans le quartier d’Ikeja, un gros centre des activités économiques dans la ville. Les alternatives qui restaient aux populations étaient soit de faire un paiement numérique, soit de retirer du cash auprès des POS (Point Of Sale : des terminaux de paiement électronique gérés par des

agents individuels) qu’on retrouve désormais à chaque dizaine de mètres dans les rues de Lagos. Mais ces alternatives posent plusieurs défis. Le premier est le coût supplémentaire. Dans certains POS, les agents exigent jusqu’à 20% de la valeur du montant sollicité. Une charge sur la transaction qui vient s’ajouter aux 24% d’inflation annuelle à la fin novembre 2023 et à la TVA sur chaque produit acheté dans le circuit formel. Les paiements numériques ont progressé au Nigéria à mesure que les populations s’adaptent à une réalité qui dure depuis plus de 12 mois déjà. Mais ils comportent aussi leurs défis, notamment la mauvaise qualité du réseau et parfois des opérations qui ne sont pas finalisées. Dans certaines stations-service, les pompistes exigent de

recevoir des pourboires pour accepter les paiements par cartes. Le défi est d’autant plus marqué qu’au sein de la population, on ne parvient ni à avoir une explication claire, ni une visibilité sur le moment où ce problème sera résolu. Dans une économie où, comme c’est le cas des pays en développement, les secteurs non formalisés dominent l’économie, les besoins en espèces sont importants et conditionnent la croissance des activités. Ce besoin est d’autant plus important que l’inflation exige d’avoir davantage de nairas pour acheter des produits comme la nourriture et autres produits de base. La politique d’inclusion financière mise en place par le Nigéria a connu des résultats positifs. Selon des données de mars 2023, les plus

récentes, 75% des personnes avaient accès à des solutions ou des produits financiers. Mais l’accès ne va pas de pair avec l’utilisation effective. Les raisons d’une domination des besoins en espèces sont les mêmes. Accéder à des solutions financières entraîne des coûts supplémentaires, qui peuvent être fixes ou à la transaction, or pour une partie importante de la population, chaque naira gagné compte, surtout lorsque les prix commencent à grimper. Les banques commerciales et la banque centrale se rejettent la responsabilité dans combat de géants qui fragilise une base importante des consommateurs du pays.

CAMEROUN EN 2024

Paul Biya veut réduire les subventions au carburant, la corruption et les dysfonctionnements de la justice

Lors de son discours de fin d’année prononcé ce 31 décembre 2023, le président camerounais Paul Biya a annoncé de probables augmentations du prix du carburant et fixé pour priorité l’amélioration du climat des affaires et la qualité de l’éducation. Le Cameroun devrait connaître une nouvelle hausse des prix des carburants au cours de l’année 2024. « L’année dernière, le gouvernement a été amené à procéder à un léger relèvement des prix des carburants à la pompe. Grâce à cette mesure, la subvention des produits pétroliers, qui était de plus de 1000 milliards de FCFA en 2022, a été réduite à environ 640 milliards de FCFA en 2023. Cependant, cette subvention continue de peser significativement sur le Trésor public. Nous n’aurons très certainement pas d’autre choix, que de la réduire de nouveau. Nous veillerons néanmoins à ce que les ajustements nécessaires n’impactent pas substantiellement le pouvoir d’achat des ménages », a en effet indiqué le président de la République, Paul Biya,

lors de son discours de fin d’année prononcé ce 31 décembre 2023. Cette annonce présidentielle, qui intervient au lendemain d’une pénurie du carburant super, est conforme aux engagements pris par le pays dans le cadre de son programme avec le Fonds monétaire international (FMI). Dans le cadre de ce programme, il est d’ailleurs prévu qu’une nouvelle hausse intervienne en 2025 en fonction de l’évolution des cours des produits pétroliers sur le marché international. Depuis le 1er février 2023, le litre de super coûte 730 FCFA, en hausse de 100 FCFA (+15%) par rapport au 630 FCFA d’antan. Le litre de gasoil quant à lui est vendu à 720 FCFA, contre 575 FCFA auparavant. Ce qui correspond à une augmentation de 145 FCFA (25,2%). Le litre de pétrole vendu aux industriels par la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP) coûte 410,19 contre 560,19 FCFA, soit une hausse de 150 FCFA (36,5%). Seul le prix du pétrole lampant est resté stable à 350 FCFA le litre

de même que celui du gaz domestique (6 500 FCFA pour la bouteille de 12,5 kg). Constatant que la mise en œuvre des projets devant permettre de répondre aux aspirations des populations se heurte à l’insuffisance des ressources financières, Paul Biya a promis une « intensification notable au cours de l’année qui s’annonce » de la lutte contre la corruption et des détournements des deniers présentés comme un impératif pour la préservation des ressources publiques. Le président de la République a ensuite rappelé que la confiance dans le système judiciaire participe inévitablement de la perception du climat des affaires. « La justice est, comme vous le savez, l’un des piliers de l’État de droit. Il est donc impératif qu’elle agisse en toute impartialité et soit imperméable aux interférences de toute nature. Je voudrais vous assurer, qu’en tant que garant de son indépendance, je continuerai à prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement ».

SÃO TOMÉ

AGL signe le contrat de gestion de son Port

L’opérateur logistique de référence sur l’Afrique, annonce la signature ce 20 décembre 2023, d’un contrat de gestion du Port de São Tomé, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives économiques pour le pays. C’était en présence de Adelino Fernandes Rosa Cardoso, ministre des Infrastructures, des Ressources Naturelles et de l’Environnement de Sao Tomé & Principe et de Hamilton Afonso Fernandes de Sousa, Directeur Général de l’autorité portuaire ENAPORT. AGL a été sélectionnée à l’issue d’une consultation pour la reprise des opérations du terminal à conteneurs du Port de Sao Tomé. Ce partenariat entre AGL et le gouvernement de São Tomé per-

mettra d’améliorer l’efficacité et la productivité du port, en mettant en place des solutions technologiques et des pratiques de gestion modernes. « Nous sommes honorés d’avoir été choisis comme partenaire pour opérer ce port. La signature du contrat confirme notre volonté de consolider notre offre de services en Afrique, en offrant un service intégré et qualitatif au plus près des attentes des populations. Nous sommes confiants que notre expertise permettra d’améliorer significativement la productivité du port de Sao Tomé et Principe et soutiendra les efforts du gouvernement en faveur des populations de Sao Tome » a déclaré Pierre Avesque, Directeur du

Développement chez AGL. AGL assurera avec le soutien de Mediteranean Shipping Company, la réalisation des opérations de manutention des marchandises et la modernisation les opérations du terminal, en vue de favoriser la croissance économique locale. Avec près de 300 mètres de quai d’une profondeur de 5 mètres dans la baie d’Ana Chaves, le terminal de Sao Tome qui dessert plus de 250.000 personnes dispose d’une zone de stockage de 32 000 m2 et de trois entrepôts. « Le Port de São Tomé est un point d’entrée de l’Afrique centrale positionné sur l’Océan Atlantique. Grâce à ce contrat de gestion, Africa Global Logistics travaillera en étroite collaboration avec les

partenaires locaux pour fournir des solutions logistiques adaptées et favorisant le développement socio-économique durable du pays » a précisé Olivier De Noray, Directeur général des ports et terminaux d’Africa Global Logistics. « Nous sommes convaincus qu’AGL sera un partenaire stratégique de premier ordre pour renforcer l’efficacité et la compétitivité de notre port. Ensemble, nous répondrons aux défis opérationnels auxquels nous sommes confrontés, pour proposer des services qui bénéficieront à notre économie et aux populations locales ». a indiqué Adelino Fernandes Rosa Cardoso, Ministre des infrastructures de Sao Tomé et Principe

AVEC LE SOUTIEN DE LA BANQUE MONDIALE

Un nouveau parc solaire en République centrafricaine élargit l’accès à l’énergie

La République centrafricaine affiche l’un des taux d’électrification les plus bas au monde. Un déficit d’électricité qui entrave les ambitions de développement du pays. La République centrafricaine lance un nouveau parc solaire de 25 MW avec stockage sur batterie dans le village de Danzi, situé à environ 18 kilomètres de Bangui. Le parc fournira de l’électricité à 250 000 personnes dans la capitale, doublant presque la capacité de production d’électricité du pays. Le parc a été officiellement inauguré le 17 novembre par le Président Faustin-Archange Touadera et Ousmane Diagana, Vice-président de la Banque mondiale pour l’Afrique de l’Ouest et du Centre. « Danzi n’est que le début de notre voyage vers l’accès universel de tous les Centrafricains à une énergie propre et de qualité, dans le but de promouvoir la reprise économique et le développement durable de notre pays », a déclaré le président Faustin-Archange Touadera. Selon les dernières données de la banque mondiale, la République Centrafricaine avait un taux d’électrification de 16 % en 2021. En détail, le taux d’électrification est de 35 % à Bangui, 8 % dans les principales villes de province et seulement 2 % dans les communes rurales.

MARCHÉ

Ce que peut réserver l'année 2024 pour les marchés actions

L'économie devrait ralentir cette année, tandis que les banques centrales réduiront leurs taux. Wall Street semble encore avoir du potentiel. Le débat est par contre ouvert pour les actions de la zone euro.

Si les marchés actions ont connu une année en dents de scie en 2023, le mil-lésime a finalement été bon. Le CAC 40 s'est adjugé 16,52%, le Stoxx Europe 600 a progressé de 12,7% et le S&P 500 (*) a pris 24,1%. L'année n'a pas été de tout repos, notam-ment en mars, lorsque la faillite de la banque californienne SVB a entraîné un mouvement de défiance sur l'ensemble des établissements régionaux américains, fragi-lisant par là même la totalité du secteur. Cela a été fatal au maillon faible de l'Europe, la banque Crédit Suisse, qui a dû faire face à de violents retraits de dépôts. Pour préser-ver la stabilité bancaire et éviter de devoir voler directement à son secours, les autori-tés suisses ont poussé Crédit Suisse dans les bras un peu contrariés d'UBS, au prix de quelques entorses aux règles du capitalisme. En novembre, la guerre entre Israël et le Hamas, si elle n'a pas déclenché de mouve-ment de panique sur les marchés, a ajouté un important facteur d'incertitudes, en par-ticulier sur les cours du pétrole. Du côté des tendances sectorielles, deux mouvements ont porté les valeurs: l'engoue-ment pour l'intelligence artificielle généra-tive, avec le succès gigantesque de ChatGPT, illustré en Bourse par le bond de l'action et des résultats de Nvidia, et l'essor des médi-caments anti-obésité, qui a permis au danois Novo Nordisk de devenir la première capi-talisation européenne.

Plus de 150 baisses des taux des banques centrales en 2024
Au crépuscule de 2023, que peut-on désor-mais attendre pour l'année à venir? Une chose semble acquise: beaucoup dépendra cette année de la trajectoire de l'inflation et des politiques monétaires des grandes banques centrales. Dans l'absolu, le marché ne paraît pas si loin de la situation dans laquelle il se trouvait à

l'été 2023: les investisseurs semblent tabler sur le fameux scénario "Boucle d'or" qui pour simplifier signifierait que l'inflation re-fluerait, l'économie ralentirait doucement, et les grandes banques centrales passeraient d'importantes baisses de taux. "Au vu des prix de marché actuels, les inves-tisseurs continuent à anticiper un atterris-sage en douceur et semblent faire fi du risque de récession accru", observe en sour-cillant HSBC Asset Management. Au niveau des prévisions des taux direc-teurs, la banque Barclays s'attend, à titre d'exemple, à ce que la Banque centrale euro-péenne (BCE) commence à réduire ses taux dès le mois d'avril prochain, à hauteur de 25 points de base (0,25%) avant de répéter ce mouvement à chaque réunion jusqu'en jan-vier 2025, date à laquelle le taux directeur de la BCE atteindrait 2,25% contre 4,5% actuel-lement. Pour la Réserve fédérale américaine (Fed), les investisseurs tablent sur des baisses de taux comprises entre 125 et 150 points de base sur l'ensemble de 2024, selon l'outil FedWatch du CME Group. Plus largement, Bank of America estime que les banques centrales procéderont en 2024 à un total de pas moins de 152 baisses de taux, chiffre qui dépasserait les hausses de taux pour la première fois depuis l'année 2020.

Gare à trop d'optimisme
Plusieurs intermédiaires de marché mettent toutefois en garde contre un excès d'opti-misme. "Nos perspectives restent prudentes pour 2024 alors que nous estimons que le marché intègre actuellement un scénario ir-réaliste à la 'Boucle d'or'", estime DNB Asset Management. JP Morgan Asset Manage-ment doute également du scénario d'atter-rissage en douceur. "Il est trop tôt pour que les banques centrales crient victoire face à l'inflation et il est peu probable que les baisses de taux en 2024 puissent prévenir

une détérioration de l'économie", écrivent ses stratégestes. "2024 pourrait être beau-coup plus chaotique que merveilleuse", pré-venait sur BFM Bourse le 18 décembre Céline Piquemal-Prade, directrice générale de Piquemal Houghton Investments, qui pointait des "incertitudes du côté de l'infla-tion" alors que les valorisations "n'indiquent aucune incertitude", selon elle. Sur le plan purement macroéconomique, un essoufflement de l'activité se profile. "La vi-gueur de l'économie américaine en 2023 est susceptible de céder le pas, en 2024, à une croissance plus faible, mais néanmoins en-core positive. De son côté, la croissance eu-ro péenne devrait rester atone. La Chine est, quant à elle, appelée à connaître une 'nou-velle normalité', marquée par une croissance plus faible qui pourrait toutefois être de meilleure qualité", anticipe UBS. La banque suisse appelle à ne pas sous-esti-mer les risques politiques et géopolitiques, alors que marché fait face à un risque d'em-brasement de deux conflits (la guerre en Ukraine et le conflit entre Israël et le Hamas) et que les Etats-Unis organiseront à la fin de l'année une nouvelle élection prési-dentielle sous haute tension. "Des élections très disputées auront lieu aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que d'autres scru-tins, comme à Taïwan, seront aussi au centre de l'attention en raison des tensions avec la Chine", rappelle JP Morgan Asset Manage-ment. Selon ses stratégestes, 40 scrutins au-ront lieu en 2024. "L'issue de l'élection présidentielle américaine prévue le 5 no-vembre aura un impact sur l'économie mon-diale en raison des divergences de vue entre les républicains et les démocrates sur un certain nombre de sujets, notamment la guerre en Ukraine et l'action en faveur du

climat", expliquent-ils par ailleurs. Des actions américaines encore intéres-santes
Dans ce contexte encore très incertain (comme chaque année, serait-on tenté d'écrire), qu'attendre en 2024 pour les grands indices européens et américains? JPMorgan Private Bank estime que les ac-tions offrent "un potentiel de gains significa-tifs en 2024" car la croissance des bénéfices des grandes capitalisations devrait s'accélé-rer et "pourrait propulser les marchés bour-siers au cours de l'année prochaine". "Nous pensons que le secteur des grandes entreprises américaines a déjà connu une récession des bénéfices, huit des onze prin-cipaux secteurs du S&P 500 ayant enregistré une croissance négative (une baisse, NDLR) des bénéfices pendant au moins deux tri-mestres consécutifs au cours des deux der-nières années. Ces entreprises sont devenues plus légères et plus résistantes face aux défis potentiels que 2024 pourrait présenter", ex-plique Christopher Baggin, responsable mondial des stratégies actions chez J.P. Mor-gan Private Bank. De son côté, Deutsche Bank table sur un S&P 500 à 5.100 points à la fin 2024, contre 4.765 points actuellement, soit un potentiel de 7%, grâce notamment à une croissance "robuste" des bénéfices par action des pen-sionnaires du S&P 500. UBS est à 4.700, ta-blant sur une absence de récession aux Etats-Unis. Plus largement, selon une en-quête menée par Bloomberg au milieu du mois, la moyenne des prévisions de 518 in-termédiaires de marché se situait à 4.808 points pour l'an prochain, ce qui représen-tait un record, quand bien même la progres-sion serait limitée.

CAC 40

Le marché parisien tourne la page de 2023 d'excellente humeur

Le CAC 40 a terminé le cru 2023 exceptionnel sur une séance atone par les volumes, en rai-son de l'absence d'une grande frange d'opérateurs en cette période de trêve des confiseurs. Mais la clô-ture aura été dans le vert symboli-quement (+0,11% à 7 543 points). Le bilan annuel, désormais connu (+16,52%) doit beaucoup au rally de fin d'année, nourri par les perspec-tives de plus en plus franches de voir les grandes banques centrales de part et d'autres de l'Atlantique d'amorcer leur virage monétaire. En particulier côté Fed, les chances de voir les taux fédéraux baisser dès le mois de mars ont explosé après la publication d'une révision à la baisse du PIB au T2 et d'un ralentissement très net de l'inflation au sens des PCE, mesure préférée de la Fed dans son appréciation de la dyna-mique des prix. Plutôt que de mentionner les écarts journaliers des valeurs du CAC 40 sur la séance peu significative de la St Sylvestre, nous proposons de prendre connaissance du palmarès 2023 des locataires de l'indice

phare, dont l'écart type est relative-ment important. De l'autre côté de l'Atlantique, les principaux indices sur actions ont connu une dernière séance de l'an-née sans relief, à l'image du Dow Jones (-0,05% vendredi, +13,70% sur l'année), ou du Nasdaq Compo-site (-0,56%, +43,42% sur l'année). Le S&P 500 est resté parfaitement stable vendredi à 4 769 points, pour la dernière séance d'une année faste (+24,23%). Un point sur les autres classes d'ac-tifs à risque: vers 08h00 ce matin sur le marché des changes, la monnaie unique se traitait à un niveau proche des 1,1030\$. Le baril de WTI, l'un des baromètres de l'appétit pour le risque sur les marchés financiers, s'échangeait autour de 72,90\$. A l'agenda ce mardi, les PMI manu-facturiers en données finales pour le mois de décembre. Les données synthétiques pour l'ensemble de la Zone Euro seront dévoilées à 10h00, tout comme la masse moné-taire M3 dans l'union monétaire.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Décembre 2023					
Valeur : 03 Janvier 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2660	134.2810
1	EUR	EURO		148.5385	148.6088
1	GBP	POUND STERLING		171.1921	171.2549
100	JPY	JAPANESE YEN		95.0018	95.0191
1	CNY	CHINESE YUAN		18.9272	18.9299
1	CHF	SWISS FRANC		159.4608	159.5544
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.4400	101.4590
1	DKK	DANISH KRONE		19.9293	19.9339
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.4422	13.4477
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1730	13.1784
1	AED	UAE DIRHAM		36.5559	36.5619
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8024	35.8102
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.9216	437.1126
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.5910	44.0291
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6236	13.6251
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1044	28.2483
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5352	3.5356
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.1514	180.1514

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES 2024

Une croissance au ralenti (+2,4 %), impactée par le contexte géopolitique

Selon le dernier rapport KPMG Global Economic Outlook, la croissance de l'économie en 2024 devrait s'établir à +2,4 % au niveau mondial et +0,8 % en France .

La part du commerce mondial dans le PIB mondial n'augmente plus depuis 2008, où elle avait atteint 64 % ; Bien que l'inflation régresse en France (2,4 % en 2024) et dans le monde (5 % en 2024), les incertitudes géopolitiques freinent le potentiel de croissance de l'économie mondiale. Les politiques monétaires restrictives pourraient s'alléger progressivement mais le risque existe de divergences croissantes dans les politiques de baisse des taux menées par les banques centrales dans les différentes régions du monde ; À long terme, la fragmentation géoéconomique du monde pourrait conduire à des pertes potentielles de production. KPMG publie la nouvelle édition du Global Economic Outlook, dans laquelle les économistes des firmes membres du réseau KPMG dans le monde livrent leurs analyses et prévisions économiques pour 2024 et 2025 dans 37 pays et zones géographiques. L'enseignement majeur de cette étude

est qu'un rebond significatif de l'économie mondiale en 2024 est très improbable, malgré la décélération de l'inflation observée ces derniers mois et la perspective d'une détente sur les taux d'intérêt impulsée par les banques centrales. La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 2,4 % en 2024, contre 2,6 % en 2023, avec un retour à 2,6 % en 2025. Le ralentissement de l'économie a favorisé un recul de l'inflation par rapport aux niveaux atteints en 2022. Dans les pays du G20, l'indice médian des prix à la consommation (CPI) est passé de 7,7 % en juillet 2022 à 3,9 % en octobre 2023. Les experts de KPMG s'attendent à une nouvelle baisse dans les mois qui viennent. L'inflation mondiale devrait se stabiliser à 5 % en 2024 et 3,9 % en 2025, contre 6,5 % en 2023 et 8 % en 2022. Mais il est toujours possible que des obstacles inattendus se dressent sur le chemin de la désinflation comme une nouvelle flambée des prix de l'énergie ou la persistance de fortes hausses des prix dans un

certain nombre de pays. Concernant la France, le KPMG Global Economic Outlook prévoit une croissance de 0,8 % en 2024, au même niveau que 2023, et de 1,5 % en 2025, avec une décélération significative de l'inflation qui passerait de 5 % en 2023 à 2,4 % en 2024 et 1,7 % en 2025. En revanche, le taux de chômage devrait progresser un peu, de 7,3 % en 2023 à 7,6 % l'année prochaine et 7,7 % en 2025. Concernant les politiques monétaires, le KPMG Global Economic Outlook estime que les banques centrales sont au maximum de ce qu'elles peuvent faire en matière de politiques restrictives. Mais la question est de savoir quand le mouvement de baisse des taux d'intérêt va s'amorcer et avec quelle ampleur. Selon KPMG, les principales banques centrales ne commenceront pas à baisser leurs taux directeurs avant la mi-2024, pour les porter à des niveaux qui resteront néanmoins supérieurs à ceux observés au cours de la décennie précédente.

Concernant le commerce mondial, un puissant contributeur potentiel à la croissance, les experts de KPMG observent que les chaînes d'approvisionnement mondiale sont secouées par les bouleversements géopolitiques. La part du commerce mondial dans le PIB mondial n'augmente plus depuis 2008, où elle avait atteint 64 %. Les restrictions au commerce mondial se sont accrues depuis 2018, en particulier dans les échanges entre les États-Unis et la Chine. Les droits de douane moyens sur les produits chinois importés aux États-Unis sont passés de 3 à 19 % entre 2018 et 2023 et de 8 à 21 % dans l'autre sens. Un certain nombre d'entreprises ont engagé des transformations de leurs chaînes d'approvisionnement, mais ce mouvement est encore limité. Néanmoins, la fragmentation géoéconomique du monde, si elle se poursuit, pourrait réduire de 5 % la taille de l'économie mondiale sur le long terme.

DANONE

La firme vend ses deux marques américaines de produit Bio à un fonds d'investissement

Le groupe "conservera une participation minoritaire non-consolidée" dans Horizon Organic et Wallaby, les deux marques qui commercialisent notamment lait, yaourts, fromage et beurre. Le géant agroalimentaire français Danone a annoncé mardi la vente de Horizon Organic et Wallaby, deux marques américaines de produits laitiers bio, à Platinum Equity, un fonds d'investissement basé aux États-Unis, dans le cadre de sa stratégie visant à se délester d'activités jugées non essentielles. Aucun montant n'a été communiqué pour l'opération mais, en 2022, les deux marques représentaient environ 3% des ventes globales de Danone, qui avaient atteint 27,6 milliards d'euros cette année-là. "Un impact dilutif"

Horizon Organic et Wallaby, qui commercialisent notamment lait, yaourts, fromage et beurre, ont toutefois eu "un impact dilutif sur la croissance organique des ventes et sur la marge opérationnelle courante du groupe", en affichant une rentabilité moindre, précise Danone dans un communiqué. "Dans le cadre de notre plan Renew Danone (le plan stratégique de la direction, ndlr), nous nous sommes engagés à une gestion active du portefeuille et une rotation pour les activités ne relevant plus de nos priorités de croissance et de création de valeur", a déclaré le directeur général Antoine de Saint-Affrique, cité dans le texte. Se concentrer sur "des marques fortes" Cette cession devrait permettre au groupe de se concentrer sur "des marques fortes, centrées

autour de la santé" et de "réinvestir dans les segments de croissance prioritaire", a-t-il ajouté. Le groupe "conservera une participation minoritaire non-consolidée" dans les deux marques, selon le communiqué. Début décembre, Danone a annoncé des négociations pour la vente de la marque française Michel et Augustin à CTH Invest, une holding belge liée à Ferrero, dans le cadre de cette même stratégie. Au troisième trimestre 2023, le groupe a enregistré une baisse de ses ventes de 5,8%, à 6,9 milliards d'euros, plombé par son retrait de Russie et la force de l'euro. En données comparables, elles étaient toutefois en hausse de 6,2%, les analystes y voyant un signe du bon redressement de Danone.

PRÊTS EN FRANC SUISSE

4.600 clients de BNP Paribas vont être dédommagés jusqu'à 600 millions d'euros

La banque a proposé un accord à l'association de consommateurs CLCV qui menait une action de groupe en justice. Elle accusait sa filiale Personal Finance d'avoir minimisé les risques de prêts en franc suisse que ses clients avaient souscrits. C'est sans doute l'épilogue d'une affaire qui remonte à plusieurs années. Selon une information du Parisien, BNP Paribas a signé un accord avec l'association de consommateurs CLCV pour dédommager 4.655 clients qui avaient attaqué Personal Finance, filiale de banque, après avoir souscrit des prêts immobiliers en francs suisses mais dont le remboursement se faisait en euros. Et pour cause, les variations entre les monnaies avaient fait exploser leurs mensualités. Au total, les plaignants devraient re-

cevoir entre 400 et 600 millions d'euros. Dans les colonnes du Parisien, le directeur général de la CLCV, François Carlier, se félicite d'un accord qui "va permettre d'apporter une solution très satisfaisante pour les consommateurs, dans un calendrier favorable". De son côté, la BNP évoque un "accord qui s'inscrit dans la continuité des actions conduites par Personal Finance pour proposer des solutions adaptées à chaque situation".

Un capital à rembourser qui flambe

En 2015, l'association de consommateurs CLCV s'était jointe aux plaignants ayant souscrit au crédit immobilier "Helvet Immo" mis sur le marché en 2008-2009. A l'époque, elle dénonçait un prêt "devenu hautement toxique" et reprochait à la fi-

liale de BNP d'avoir "choisi une méthode de commercialisation de nature à tromper les consommateurs". Ce prêt pouvait paraître attractif de prime abord car il permettait de profiter des taux d'intérêt avantageux de la monnaie suisse. Mais avec la crise de l'euro, les capitaux à rembourser ont flambé à mesure que la monnaie unique s'est dépréciée par rapport au franc suisse. Par exemple, un couple qui avait emprunté 150.000 euros en juin 2008 devait encore, en 2014, 195.000 euros à la banque, alors qu'il versait chaque mois une mensualité d'environ 900 euros.

En novembre, la cour d'appel de Paris, estimant que la banque avait dissimulé les risques de son prêt en francs suisses, a condamné Personal Finance pour "pratique commerciale trompeuse". La banque s'est

vue infliger une amende de 187.500 euros et 200 millions d'euros de dommages et intérêts.

Annulation des prêts

En parallèle de ce volet pénal, des milliers d'emprunteurs ont engagé des procédures civiles auprès de tribunaux dans toute la France afin de faire annuler les contrats Helvet Immo, notamment en demandant la reconnaissance de "clauses abusives". Pour les éviter, l'accord proposé par BNP Paribas prévoit selon Le Parisien l'annulation du prêt d'un montant moyen de 130.000 euros et le remboursement des intérêts. En juillet 2013, une loi a interdit les prêts en devise étrangère pour les consommateurs ne recevant pas de revenus ou ayant un patrimoine dans cette même devise.

5200 PASSAGERS,
16 PONTS, 135.000
TONNES
"ADORA MAGIC
CITY", premier
paquebot fabriqué
en chine

Le paquebot "Adora Magic City", premier navire de croisière construit en Chine, vient de quitter le port de Shanghai pour sa première navigation. Le premier bateau de croisière construit en Chine a pris la mer lundi à Shanghai pour son voyage inaugural, symbolisant les progrès du pays dans le secteur de la construction navale dominé par les industriels européens. Pour sa première navigation, "l'Adora Magic City" a quitté le port de Shanghai en direction de la Corée du Sud et du Japon, selon les médias officiels chinois. 323 mètres de long, 135.000 tonnes, 16 ponts, 2.125 chambres et jusqu'à 5.246 passagers... Conçu pour attirer la classe moyenne chinoise et assouvir son appétit croissant pour les voyages internationaux, le navire abrite un salon spécialement dédié au mahjong, un parc aquatique, une salle de spectacle, un casino, un centre commercial ou un restaurant spécialisé dans la fondue chinoise. La construction du bateau avait été retardée par la pandémie de Covid-19, selon Lloyd's Register (LR), qui fournit les services maritimes.

En attendant un second navire

Après avoir dévoilé mi-décembre à Hong Kong, à la presse internationale, son plus gros avion de ligne produit dans le pays, le C919, la Chine poursuit sa stratégie d'émancipation des technologies étrangères pour des projets de constructions complexes. Beaucoup de composants du paquebot Adora Magic City proviennent toutefois de fournisseurs internationaux. Mais dans le futur, "la Chine a l'opportunité de bâtir sa propre chaîne d'approvisionnement", a estimé Marco Scopaz, le responsable de projet sur place de LR, dans un article publié sur le site du groupe. Ce navire "marque le début du développement rapide et inévitable du pays dans la conception et la construction de bateaux de croisière", a-t-il ajouté.

FORD F-150 RAPTOR R

720 ch, mais pour quoi faire ?

Le Ford F-150, c'est la star des pick-up aux États-Unis. C'est d'ailleurs encore lui le modèle le plus vendu en 2023, juste devant ses concurrents directs que sont les Chevrolet Silverado et aux autres RAM 1500.

En Europe, ces modèles sont beaucoup moins populaires pour d'évidentes raisons de normes antipollutions, sans compter qu'ils sont particulièrement sur-dimensionnés pour nos aménagements. Il est toujours possible de passer par un importateur pour acheter ce genre de véhicule, mais les prix ne sont plus les mêmes par rapport à ceux pratiqués aux USA.

L'extravagance américaine à l'état pur

Toujours est-il qu'au pays de l'oncle Sam, l'électrique, ça attendra encore un peu, même si le F-150 bénéficie déjà d'une version carburant aux électrons avec le modèle Lightning. Aujourd'hui, Ford lève le voile sur le F-150 Raptor R, un modèle qui embarque un V8 5,0 litres de 720 ch, soit 20 ch de plus que le modèle précédent, et 18 de plus que son plus fidèle concurrent, le RAM TRX et son V8 Hellcat 6,2 litres.

Redoutable tout-terrain

Le communiqué de presse met en avant un nouveau réglage du moteur pour augmenter cette augmentation de puissance par rapport à la version précédente, et "la réduction des pertes à l'admission d'air". Le

couple, quant à lui, n'évolue pas et stagne à 840 Nm. De quoi s'extirper avec ardeur et efficacité de situations compliquées une fois en piste, en sachant aussi que son bloc V8 développe... 720 équidés sous le capot. A noter que ce moteur est dérivé du 5,2 litres utilisé dans la plus récente Mustang Shelby GT500, où il est alors poussé à 760 chevaux.

Le prix d'une supercar en Europe ?

Tout comme les autres Ford F-150, le Raptor R se distingue surtout par ses nouveaux phares à LED de jour qui forment un demi-carré autour sur les flancs de la face avant. À l'intérieur, rien de nouveau à signaler, sauf un affichage tête haute en option pour la première fois dans la famille F-150. Pour s'offrir ce beau bébé, il faudra déboursier pas moins de 110 000 dollars aux USA, soit environ 100 000 euros en Europe. Sauf qu'en Europe, entre les frais de douanes et la mise en conformité avec la réglementation, si vous choisissez d'en faire importer un, il faudra déboursier sans doute plus du double.

American way of life

Il vous reste cependant l'option la moins chère, avec le F-150 "de base", cependant



quand même équipé d'un joli moteur V6 2,7 EcoBoost développant une puissance de 325 ch. Une version qui n'est pas non plus importée officiellement par le réseau Ford en Europe, mais qui sera cependant

via un importateur moins onéreuse pour vos finances si vous tenez absolument avoir un morceau d'"American way of life" dans votre garage.

VOITURES ÉLECTRIQUES

Quelles sont les plus fiables ? Quelles sont les moins fiables ?

Porsche, Hyundai et MG obtiennent des résultats mitigés dans une enquête britannique qui évalue la fiabilité des voitures électriques. Ce qui est encore plus surprenant, c'est le meilleur élève en terme de fiabilité de la classe des véhicules électriques (VE). Lors d'une enquête annuelle, les réponses de plus de 20.000 automobilistes britanniques ont été analysées et converties en un score de fiabilité. Cette évaluation prend en compte les problèmes rencontrés, leur gravité et le temps nécessaire pour les réparer. Tous les défauts ou dysfonctionnements des deux dernières années sont pris en compte. Les données des voitures électriques sont également classées, ce qui donne un top 10 des gagnants et des perdants.

Les VE les plus fiables

Un peu surprenant, mais dans cette enquête, la Mini Cooper SE se classe en tête en tant que VE le plus fiable, avec un score impressionnant de 97,6 %. Seuls 7 % des répondants ont signalé de petits défauts, rapidement et efficacement résolus. La deuxième et la troisième place reviennent respectivement à la Volkswagen e-Golf et à la Nissan Leaf, des électriques qui existent depuis un certain temps déjà.

Top 10 - Voitures électriques les plus fiables

Mini Cooper SE Electric (à partir de 2020) : 97,6%
VW e-Golf (entre 2014 et 2019) : 97,2%
Nissan Leaf (à partir de 2019) : 96,9%
MG 5 Break (à partir de 2020) : 96,1%
Cupra Born (à partir de 2022) : 96,6%
Kia Niro EV (à partir de 2019) : 94,6%
VW ID.3 (à partir de 2020) : 94,3%
Tesla Model 3 (à partir de 2019) : 93,9%
Polestar 2 (à partir de 2020) : 92,0%
Peugeot e-208 (à partir de 2019) : 91,2%

Les VE les moins fiables

La Porsche Taycan reste l'une des VE les plus impressionnantes de son segment, mais 46 % des répondants ont connu des problèmes avec leur Taycan. Il s'agissait généralement de petits incidents, liés le plus souvent à la climatisation ou au système d'infodivertissement. Les réparations étaient généralement gratuites, mais prenaient beaucoup de temps : deux tiers des véhicules étaient hors service pendant plus d'une semaine avant que le problème ne soit résolu.

Top 10 - Voitures électriques les moins fiables

Porsche Taycan (à partir de 2019) : 66,5%
Hyundai Ioniq Electric (entre 2016 et 2022) : 75,5%
MG 4 (à partir de 2022) : 76,1%
Kia EV6 (à partir de 2021) : 83,4%
Tesla Model S (entre 2014 et 2022) : 83,9%
Opel Corsa Electric (à partir de 2019) : 87,4%
Renault Zoé (à partir de 2019) : 89,2%
VW e-UP (entre 2020 et 2022) : 90,9%
BMW i3 (entre 2013 et 2022) : 91,1%
Hyundai Kona Electric (entre 2018 et 2022) : 91,1%

Comme il s'agit d'une étude de fiabilité sur une période d'au moins 2 ans, l'enquête ne prend en compte que les voitures électriques qui sont en production depuis un certain temps. Cela explique également pourquoi le score de la Peugeot e-208 (à la 10e place de la liste des VE les plus fiables avec 91,2 %) est si proche du score de la Hyundai Kona Electric (à la 10e place de la liste des VE les moins fiables avec 91,1 %).

LES DACIA LES PLUS IMPROBABLES QU'ON A IMAGINÉES EN 2023

Dacia Van, Dacia Step-Wind buggy, nouveau Duster paré pour le Dakar 2024, Jogger F1, Spring boostée à 340 ch ou encore Logan surbaissée fastback voici quelles furent les envies de Dacia "délirantes" en 2023. La marque Roumaine du groupe Renault n'a pas manqué d'actualité en 2023 dont notamment, cet automne, la présentation officielle de la troisième mouture du SUV Duster qui sera, à coup sûr, un succès commercial dès son arrivée en concession en juin prochain. Pour autant, depuis quelle a laissé de côté ses origines austères et low-cost pour se tourner vers les loisirs "outdoor" nettement plus lucratifs et tendances, Dacia n'a eut de cesse de nous inspirer tout au long de l'année écoulée. Retour sur nos "envies" que la firme de Mioveni n'a pas encore assouvi. Un jour qui sait ?

Dacia Duster DKR 2024 : l'ambassadeur dans les dunes

Commençons par l'actualité sportive du moment et le fameux "Dakar" où nous aurions bien vu le nouveau Duster aligné au départ de la 46e édition du Rallye Dakar qui se déroulera en Arabie Saoudite du 5 au 19 janvier 2024. Une idée pas si farfelue que ça puisque dans la "vraie" vie en 2013 puis en 2018, des Renault Duster participèrent au mythique rallye.

Van Dacia : le camping à prix malin !

À l'heure où les vans sont plébiscités par les campeurs, pour quoi Dacia n'investirait-il pas,

lui aussi, ce lucratif segment ? Il "suffirait" de reprendre la base technique du Trafic... mais pas sûr que la maison mère, celle ornée d'un losange qui propose entre-autres un Trafic SpaceNo-mad voit cette emprunt d'un très bon œil. Comme nous n'avons aucun parti pris ni pour Renault, ni pour Dacia, nous avons foncé et baptisé notre création Dacia Stepcamper qui dispose des accessoires brun cuivré des versions Extrême. À bord, un pack sleep amélioré d'un "pack eat" ferait parfaitement l'affaire.

Dacia Stepwind : bon vent avec Dacia ?

Avec la Wind, Renault pensait révolutionner, en 2010, le marché du petit cabriolet – celui des Peugeot 207 CC et Opel Tigra Twintop - alors en perte de vitesse. Mais le vent n'a pas soufflé dans le bon sens. Nous avons alors imaginé lui offrir une seconde chance sous le label Dacia avec un esprit buggy pour cette Stepwind qui prend de la hauteur.

Jogger F1 : quand Dacia entre en piste !

Oublions un peu l'image officielle "outdoor" scandée par Dacia et focalisons-nous sur le sport avec un Jogger rendant hommage au Renault Espace F1. Une version survitaminée du break à 7 places pour limer le bitume à vive allure...en famille. Et pour rester dans l'univers de la piste et de la performance nous avons imaginé l'union entre une Dacia Spring et le prototype Cupra Raval, le tout

premier du nom, le plus radical, celui présenté à l'automne 2021 au salon IAA de Munich qui logeait l'équivalent de 340 ch sous son capot. C'est sept fois et demi plus que la version de base de la Dacia Spring qui n'en compte que 45... bien plus radical que la Kwid Racer concept !

Dacia Logan "restomod" un coupé fastback annonciateur...

Retour aux sources en rendant hommage à celle par où tout à commencé, tout du moins chez nous en Europe de l'ouest, j'ai nommé la Dacia Logan de première génération. La fameuse berline familiale promise à 5 000 € et qui est finalement arrivée au prix de 7 500 € une belle inflation mais qui restait tout de même une proposition imbattable. Nous l'avons relouée avec une ligne surbaissée de coupé à quatre portes. Un esprit fastback en somme qui ne sera pas tout à fait un pur délire. En effet, il se murmure déjà que la prochaine mouture de la Logan, le projet est connu en interne sous le code C-Néo, arborerait ce type de toit bas, mais posé sur une caisse un peu réhaussée de SUV. La Peugeot 408 de Dacia. Affaire à suivre...

Dacia Zoé : pour récupérer le "bonus" de la Spring ?

L'électrique Dacia Spring fabriquée en Chine n'a plus droit au bonus, elle n'est d'ailleurs plus disponible à la commande sur le site de la marque. Alors pourquoi ne pas imaginer une Renault Zoé rebadgée pour prendre la relève et s'attaquer à la Citroën ë-C3 ?

TEST GARMIN VENU 3

La plus sportive des montres connectées

De plus en plus sportives, les montres connectées viennent concurrencer les montres de sport sur certains points. À contre-courant, Garmin renforce la connectivité de sa montre Venu 3 pour séduire un plus large public et satisfaire les sportifs désirant profiter d'une montre agréable au quotidien.

La première montre à écran Oled de Garmin a fait des petits. Sortie en 2019, la Venu a rencontré un certain succès et s'est fait une place sur le marché des montres connectées, grâce notamment à ses fonctions sportives et son autonomie bien supérieures à celles de ses concurrentes (sous watchOS et Wear OS en particulier). C'est donc fort logiquement que Garmin lui a donné une descendance, introduisant sa remplaçante en 2021, puis une version "Plus" en 2022, capable cette fois de gérer les appels téléphoniques. Pour sa troisième Venu, Garmin reprend toutes les fonctions des modèles précédents, renforce la connectivité et ajoute des fonctions sportives encore plus pointues. Encore plus polyvalente, la Venu 3 est ainsi mieux armée pour affronter une concurrence qui s'est elle aussi bonifiée, y compris sur le plan sportif.

Garmin Venu 3 : prix et disponibilité

La Garmin Venu 3 est proposée au format 45 mm et se décline en version "3S" de 41 mm. Elle est commercialisée au tarif de 499,99 €, soit 100 € de plus que la Venu 2 et 50 € de plus que la Venu 2 Plus à leurs lancements. Un tarif osé, dans la mesure où elle devient plus chère qu'une Apple Watch Series 9 (479 € en version aluminium 45 mm).

Toujours aussi sportive, la Venu 3 de Garmin profite de nouvelles fonctions dédiées à la récupération physique (statut VFC, body battery personnalisé, bénéfices de l'entraînement, temps de récupération...), en lien avec un coach de sommeil et une détection des siestes. Les fonctions sportives s'effacent également, avec notamment une gestion des entraînements fractionnés et des intervalles, ainsi qu'un support des dynamiques de course (running dynamics) et de nouvelles données en course à pied (puissance, oscillation verticale).

Sur le plan technique, son écran Oled s'agrandit (1,4" contre 1,3" pour la Venu 2) et un capteur cardio optique de 5e génération fait son apparition, comme sur les dernières Fenix Pro et Epix Pro du fabricant. On note aussi l'ajout d'un micro et d'un haut-parleur qui offrent à la Venu 3 la gestion des appels téléphoniques (via Bluetooth) et l'interaction avec l'assistant vocal du smartphone, fonctions jusqu'alors réservées à la Venu 2 Plus.

Design et finitions : fine et sportive

Comme toutes les montres Garmin, la Venu 3 repose sur un boîtier en polymère renforcé de fibres, lui assurant robustesse, légèreté et bonne réception des ondes (GPS en particulier). En contrepartie, la montre souffre d'un aspect plastique qui peut déplaire. Elle profite néanmoins d'une lunette en acier inoxydable qui lui confère un design plus élégant, faisant quelque peu oublier le polymère du boîtier, surtout une fois attachée au poignet. Les finitions sont par ailleurs soignées. Grâce à sa légèreté (30 g sans bracelet, 47 g avec) et à sa finesse (12 mm ; 13,4 mm en comptant l'ilot de capteurs), la Venu 3 est agréable à porter. Son bracelet en silicone paraît basique, mais il est bien adapté à une pratique sportive, car il est souple et facile à ajuster. Sa boucle métallique de la même finition que la lunette ajoute tout de même un brin d'élégance. On peut cependant le remplacer facilement, puisqu'il est au standard 22 mm.

Un verre Corning Gorilla 3 protège l'écran de la Venu 3. Il est hélas très exposé aux frottements, puisqu'il dépasse de la lunette. Bien



qu'il soit renforcé pour résister aux rayures, il peut donc se rayer malencontreusement lors du frottement contre un mur, par exemple.

Écran : toujours plus de place pour l'Oled

On apprécie la bordure amincie de la Venu 3, laissant plus de place à l'écran sans augmenter le diamètre de la montre (45 mm) par rapport à la Venu 2. L'écran Oled de 1,4" (35,4 mm) offre toujours une belle finesse d'affichage (définition de 454 x 454 px) et un excellent contraste, avec notamment des noirs absolus qui se confondent avec ceux de la bordure.

Les cadrans proposés en profitent pour afficher des fonds noirs pour la plupart, réduisant par la même occasion la consommation énergétique — avec la technologie Oled, les pixels noirs sont tout simplement éteints et ne consomment donc rien.

Un mode d'affichage permanent peut être activé en utilisation quotidienne dans les paramètres, pour toujours avoir un œil sur l'heure, sans avoir à tourner le poignet pour que l'écran se rallume. Par défaut, l'écran ne reste allumé que pendant une activité sportive, pour ne pas avoir à attendre la seconde nécessaire à son réveil.

Un capteur de luminosité est intégré afin de faire varier l'intensité lumineuse de l'écran en fonction de la lumière ambiante. L'écran s'avère ainsi bien lisible en plein soleil et devient assez sombre pour ne pas éblouir la nuit. Il aurait toutefois pu l'être encore plus pour devenir plus discret, en particulier en cas de réveil nocturne.

Interface : simple et efficace

Malgré la mise en avant de leur bel écran Oled tactile, les Venu conservent l'héritage sportif de la marque et leur interface s'appuie donc encore sur des boutons, indispensables pour accéder à certaines fonctions. L'interface de la Venu 3 évolue cependant vers plus de simplicité, pour notamment réduire le recours aux boutons. La Venu 3 en a désormais trois, soit un de plus que la Venu 2, mais doit toujours se passer des deux boutons servant à faire défiler les menus vers le haut et vers le bas ; ceux-ci restent l'apanage des montres multisport d'extérieur (Forerunner, Fenix, Epix). Il faut donc toujours recourir au tactile pour utiliser l'interface. On accède notamment aux widgets d'un

glissement de doigt vertical sur l'écran. Ceux-ci sont empilés et l'on peut donc rapidement jeter un œil aux différentes informations telles que le nombre de pas que l'on a fait dans la journée (ou à la place, le nombre de poussées pour un utilisateur en fauteuil roulant, nouveauté appréciable de cette Venu 3). Sont aussi accessibles notre fréquence cardiaque, notre niveau d'énergie, la météo, le suivi du sommeil, etc. Ces widgets peuvent être réorganisés selon nos préférences, directement depuis la montre ou via l'application sur smartphone.

Les trois boutons permettent pour leur part de démarrer une activité ou une application (bouton du haut), d'accéder aux applications récemment lancées (bouton du milieu) ou de revenir au menu précédent (bouton du bas). Un appui long sur chacun de ses boutons déclenche une fonction secondaire : liste des raccourcis pour celui du haut (ne pas déranger, faire sonner le téléphone, lampe torche, etc.), assistant vocal pour celui du milieu, choix du cadran, réglage des alarmes et paramètres pour celui du bas.

Garmin a ajouté une action tactile à l'interface de sa Venu 3 : un glissement de doigt vers la droite depuis le cadran principal déclenche le raccourci de notre choix. Pratique si l'on utilise par exemple le paiement sans contact régulièrement, ou que l'on souhaite consulter les dernières notifications sans passer par le widget de la liste principale. Hélas, un glissement de doigt vers la gauche ne déclenche aucune action. Un raccourci supplémentaire aurait toujours pu servir, quitte à le désactiver par défaut.

Fonctions utilitaires : appels, paiement et musique hors ligne

Les notifications s'affichent correctement sur la Venu 3, émoticônes comprises. En revanche, répondre aux messages ne peut se faire qu'avec un smartphone Android (saisie sur clavier tactile sur l'écran de la montre, envoi d'un message prédéfini ou réponse via dictée vocale). Sur les iPhone, seules les Apple Watch ont l'autorisation de répondre aux messages reçus, verrouillage de leur fabricant oblige. Dans le même esprit, les photos qui nous sont envoyées peuvent être visionnées sur la montre, si celle-ci est connectée à un smartphone Android et non à un iPhone.

Appels téléphoniques et assistant vocal via Bluetooth

Grâce à son micro et son haut-parleur intégrés, la Venu 3 est en mesure de gérer les appels téléphoniques provenant du smartphone auquel elle est connectée. On peut également s'en servir pour utiliser l'assistant vocal de ce dernier. La qualité sonore n'est pas formidable, mais pour des conversations d'appoint en mains libres, cela suffit.

Le paiement sans contact et la musique intégrés

Grâce à sa puce NFC, la Garmin Venu 3 est compatible avec le paiement sans contact via GarminPay. Comme pour tout service de ce type, il convient de vérifier si notre banque est bien compatible. La fonction est utilisable facilement et sécurisée par un code PIN à saisir avant chaque utilisation. On profite aussi du contrôle musical et de la synchronisation de listes de lecture avec les services de streaming musical Spotify, Deezer et Amazon Music.

Des apps et cadrans en plus

Si la Venu 3 ne peut malheureusement pas profiter des milliers d'apps disponibles pour les montres fonctionnant avec les systèmes Wear OS et watchOS, elle peut tout de même compter sur la boutique d'applications GarminConnect IQ qui en fournit quelques-unes. Des cadrans sont également proposés et l'on peut s'en créer de nouveaux à partir de nos photos.

Application GarminConnect : complète, mais légèrement désordonnée. Devenue très complète avec le temps, l'application GarminConnect prodigue de nombreuses informations. Elle est organisée sous forme d'onglets. Le premier, sa page d'accueil intitulée "Ma journée", synthétise sous forme de "cartes" les dernières mesures et activités enregistrées par la montre, pour un affichage dynamique : qualité du sommeil et niveau de préparation à l'entraînement au réveil, par exemple, puis fréquence cardiaque, calories dépensées et dernière activité pratiquée durant le reste de la journée. Il est possible de personnaliser l'affichage en retirant notamment les informations qui ne nous intéressent pas.

Mots fléchés

Protection	↓	Annexes d'arène	↓	Apparence	↓	Tsigane	↓	Récipient de salaison	↓	Acidulée	↓	Baudets	↓
Prise de judo		Indisposition		Ali des contes		Tissages		Ânerie		Couverture		Gardiennes du Capitole	
→		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
Spécialité scientifique	→												
Relatifs à un débat													
→													
Ronchonna	→				Essences de l'être	→							Blouser
Intimes					Il vit lentement								
→				Astate en chimie	↓	Fin de verbe	→			Mièvreries		Grand luth	↓
				Désinvolte		Travaux d'écoliers							
Façon d'être	→		Localités	↓				Kermesse	→				
Passe de corrida			Opiamine					Camaraderie					
→			↓		Accomplir	→			↓				
					Flot-tantes au dessert								
Alliage pour les skis		Habile	→		↓			Roi de Germanie	→				
		Demier repas											
→		↓				Arme de duels	→						
Maréchal de France	→							Pronom	→		Brome en bref	→	
Frimousse								Décorant			Discipline médicale		
→						Transformé en ions	→	↓			↓		Langue de terre écossaise
Patrie de Valéry	→				Amertume	→						Sortie d'orbite	↓
Convient					Critiqué								
→		Éclat vieilli	→		↓	Hamacher	→					↓	
		Citadin											
Bout de chaîne	→	↓				Quatre de Vivaldi	→						
Encaustique						Un peu fou							
→				Un peu d'effet	→	↓	Arrivé en vie	→		Déchiffrée	→		
				Registre			Volonté précoce			Gamin de Paris			
Fluide glacial	→		Agréable	→	↓		↓		Pâle imitation	→			Objet d'un troc biblique
Eunecte			Véhicule						Rivière de Suisse				
→			↓					A la vue perçante	→				↓
								Radiateur d'Isis					
Nourriture		Ville des accords	→				Un petit chien	→					
→													
						Trouées	→						

Commerce: plus de 18.350 infractions enregistrées en 2023 dans 6 wilayas de l'Ouest

La Direction régionale du Commerce de Saïda a enregistré 18.356 infractions commerciales durant l'année écoulée, à travers six wilayas de l'Ouest du pays, a-t-on appris au près de cette direction. Le chargé d'information, Bouknina Okacha, a déclaré à l'APS que ces infractions, enregistrées à travers les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef, Saïda, Tissemsilt et Tiaret, qui ont été supervisées par la direction régionale, ont donné lieu à l'émission de 17.136 procès-verbaux de poursuite judiciaire et la fermeture de 1.206 locaux commerciaux.



CHINE
Débit record de conteneurs du port du golfe de Beibu en 2023

Le port du golfe de Beibu, dans la région autonome Zhuang du Guangxi, dans le sud de la Chine, a enregistré un débit record de conteneurs en 2023 dans un contexte de reprise économique et commerciale. Le port a traité plus de huit millions de conteneurs équivalents vingt pieds (EVP) l'année dernière, contre environ sept millions d'EVP en 2022, selon la Beibu Gulf Port Co., Ltd. Le port a enregistré une croissance à deux chiffres du débit de conteneurs pendant sept années consécutives. Ces dernières années, le nouveau Corridor international de commerce terre-mer et le Partenariat économique régional global (Regional Comprehensive Economic Partnership) ont apporté au port de grandes opportunités.

ZONE EURO
Faiblesse persistante des flux de crédit au secteur privé

Les crédits accordés aux ménages et entreprises en zone euro ont faiblement progressé en novembre, dans un contexte de taux d'intérêt maintenus au plus haut et d'activité morose, a indiqué mardi la Banque centrale européenne (BCE). Les prêts, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont augmenté de 0,4% sur un an, comme en octobre, le renchérissement du coût du crédit engagé par la BCE dans le but de freiner l'inflation en zone euro continuant de peser sur l'économie. Cela fait que les trois premiers trimestres de 2023 ont affiché une croissance infime de 0,1% en zone euro. Dans le détail, les prêts aux ménages ont progressé en novembre de 0,5% sur un an, 0,1 point de moins qu'en octobre. Les crédits pour l'achat d'un logement accusent en particulier un repli sensible de 3,3%, poursuivant leur plus mauvaise série négative depuis 2011. Côté entreprises, les prêts ont stagné (0,0%) après une contraction de 0,3% en octobre pour la première fois depuis 2015. Ces données interviennent après que la BCE a maintenu ses taux inchangés lors de sa réunion de décembre, le principal d'entre eux sur les dépôts campant désormais à son plus haut historique à 4%. L'institut n'en est pas encore arrivé à discuter d'un prochain assouplissement monétaire dans un contexte où l'inflation recule mais oblige à ne "pas baisser la garde", selon sa présidente Christine Lagarde. La BCE entrevoit plutôt une longue phase de "plateau", qui n'évoluera que si la trajectoire de l'inflation s'inscrit durablement en baisse. La pause sur les taux devrait au moins conduire à desserrer les conditions de crédit aux entreprises et ménages, même si les données de novembre ne le laissent guère entrevoir.

R E.

EN TANT QUE MEMBRE NON-PERMANENT

L'Algérie entame son mandat au Conseil de sécurité de l'ONU

L'Algérie entame, en ce début d'année et pour une durée de deux ans, son mandat en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies qui sera consacré à la concrétisation de l'engagement ferme, maintes fois affiché, par président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de porter la voix de l'Afrique dans cet organe central de l'ONU. Le 6 juin dernier, à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, 184 pays sur les 193 votants (95% des voix) se sont prononcés en faveur de l'Algérie pour qu'elle jouisse de la qualité de membre non-permanent au sein du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. L'Algérie entame son mandat le 1er janvier 2024 aux côtés de la Sierra Leone, de la Corée du Sud, du Guyana et de la Slovénie, et exercera ses fonctions jusqu'au 31 décembre 2025. C'est la quatrième fois de son histoire que l'Algérie occupe un siège non-permanent au Conseil de sécurité, après les mandats de 1968-1969, 1988-1989 et 2004-2005. Parmi les priorités de l'Algérie au sein de l'organe principal de l'ONU, le renforcement des règlements pacifiques, la consolidation des partenariats, le soutien au rôle des organisations régionales, la promotion de la place de la femme et de la jeunesse dans les processus de paix, et le renforcement de l'efficacité de la lutte internationale contre le terrorisme. Concernant les pays de l'Union africaine (UA), l'Algérie œuvrera à activer la de-

mande d'augmentation du nombre de sièges non-permanents des pays du continent au sein de cette instance, en le portant de 3 à 5, conformément aux recommandations du "Consensus d'Ezulwini" et de la "Déclaration de Syrte". L'Algérie contribuera aussi au sein du Conseil de sécurité à l'unification de la voix de l'Afrique pour un meilleur plaidoyer en faveur des questions prioritaires du continent et de ses aspirations légitimes. Cela a été souligné par le président de la République à de nombreuses occasions, à l'instar de la réunion du Comité des 10 de l'UA, chargé du dossier de la réforme du Conseil de sécurité, tenue en février dernier à Addis-Abeba, où il a affirmé l'engagement de l'Algérie à "œuvrer sans relâche pour faire entendre la voix du continent et ses revendications légitimes et réparer l'injustice historique qu'il a subie".

La réforme du Conseil de sécurité, un processus indispensable

Durant son mandat, l'Algérie plaidera également en faveur de la réforme du Conseil de sécurité, un processus jugé indispensable pour établir un système international plus représentatif, juste et équilibré. Le contexte international actuel, marqué par des crises multiples et des changements géopolitiques, ainsi que les menaces multidimensionnelles et multiformes auxquelles le continent africain

est confronté, comme le terrorisme, les guerres, les changements climatiques et les crises sanitaire, énergétique et alimentaire, soulignent l'importance de cette réforme. De plus, l'Algérie réaffirmera à New York son engagement en faveur de la paix, en faisant prévaloir le dialogue, le règlement pacifique des crises et le principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays, en vue de poursuivre sa démarche vers la préservation de la paix et de la sécurité internationales, le soutien à la coopération internationale et le renforcement du rôle de l'ONU afin de l'amener à assumer ses responsabilités envers les peuples palestinien et sahraoui. Par ailleurs, l'accès de l'Algérie au poste de membre non-permanent au Conseil de sécurité est une occasion de permettre à la Ligue arabe de retrouver sa place sur la scène internationale et de jouer un rôle fort et influent. Face aux défis actuels et futurs, l'Algérie œuvrera pour les aspirations des peuples arabes et la stabilité de la région, des questions que le président de la République a défendues lors du Sommet arabe d'Alger, tenu en novembre 2022. Portant les espoirs des peuples africains et arabes, l'Algérie assumera ses responsabilités en tant que partenaire fiable, en proposant des idées et des initiatives visant à renforcer le rôle de l'action multilatérale dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales.

ANP

16 terroristes et 417 éléments de soutien neutralisés en 2023

Seize (16) terroristes et 417 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été neutralisés et une importante quantité d'armes a été récupérée lors d'opérations menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) durant l'année 2023, indique un bilan opérationnel rendu public hier mardi par le ministère de la Défense nationale. « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant l'année 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs reflétant le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national et ce, pour contrecarrer toutes les tentatives visant à porter atteinte à la

sécurité et à la stabilité de notre pays ainsi qu'à sa souveraineté », indique la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, « nos Forces armées ont procédé à la neutralisation de 16 terroristes, 417 éléments de soutien aux groupes terroristes, la découverte et la destruction de 37 casemates et abris servant de refuges aux terroristes, ainsi que la récupération de 136 armes à feu, 169 obus, 95 bombes de différentes types et de grandes quantités de munitions », précise-t-on. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, les différentes unités de l'ANP « ont multiplié leurs efforts afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, ce qui a permis l'arrestation de 2.723 narcotrafiquants et la mise en échec d'introduction de 573 quintaux de kif traité provenant des

frontières avec le Maroc, alors que 86,345 kilogrammes de cocaïne et 11.625.283 comprimés psychotropes ont été saisis ». De même, « ces opérations qualitatives ont permis l'arrestation de 15.150 individus et la saisie de 4.433 marteaux piqueurs, 8.030 groupes électrogènes, 209 détecteurs de métaux, 1.353 véhicules, 585,6 tonnes de mélange de pierre et d'or brut, 612 fusils de chasse, 2.219.518 litres de carburant, 262,2 tonnes de tabacs et 4.445 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national ». Par ailleurs, des détachements combinés de l'ANP « ont appréhendé 14.814 immigrants clandestins de différentes nationalités à travers le territoire national », note la même source.